

PA

4845

Dr. JEAN GRAVEN

LES ORIGINES DU CODE PÉNAL VALAISAN

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010098138

PA 4845

SION
IMPRIMERIE COMMERCIALE, FIORINA & PELLET

—
1928

Respectueux hommage
à Mr. le Dr. L. Meyer,
archiviste cantonal,
auquel je reportent toujours
mes vœux et ma reconnaissance.

J. Gravel.

Lucerne, fin 1928

Dr. JEAN GRAVEN

LES ORIGINES DU CODE PÉNAL VALAISAN



50/1823

SION
IMPRIMERIE COMMERCIALE, FIORINA & PELLET

1928

PA 4845

LES ORIGINES DU CODE PÉNAL VALAISAN

*A mon cher Maître
M. le Professeur P. Logoz.*

I.

Historique.

Le code pénal du canton du Valais sous l'empire duquel nous vivons encore aujourd'hui, a été donné en Grand Conseil, à Sion, le 26 mai 1858.

Il est le seul texte général de cette espèce que nos législateurs aient promulgué jusqu'ici.

Le premier Code pénal apparu dans notre histoire comme un tout et comme une unité, notre premier ensemble systématisé de normes exclusivement pénales, était celui que Leurs Excellences le Grand Baillif et les Conseillers de la Souveraine République du Vallais, «jaloux de mériter la confiance de leurs chers et fidèles sujets, et toujours attentifs à tout ce qui peut faire leur bien, procurer leur bonheur et leur tranquillité», avaient rédigé et «trouvé à propos de faire imprimer et distribuer dans les Communes du Bas-Vallais», en 1795.

Après la chute du régime, en 1798, et notre incorporation transitoire dans la République Helvétique, notre Constitution du 30 août 1802 avait, au nom du Dieu Tout-Puisant, proclamé le Valais «un Etat libre et indépendant, isolé des républiques française, helvétique et italienne, sous l'appui de ces trois républiques, qui se portent garantes à cet effet».

Elle avait dû provisoirement régler le régime juridique applicable sur notre territoire, de la façon suivante : «Du moment de l'acceptation de la présente Constitution, les lois existantes au premier janvier 1798 tant au civil qu'au criminel seront seules en vigueur, tant que la Diète n'aura fait aucun changement... En attendant la revision

des lois criminelles, le Tribunal d'appel pourra, quand il le jugera convenable, proposer à la Diète la mitigation de la peine» (art. 74 et 75).

Cette révision devait rester une perpétuelle espérance pendant plus de 50 ans.

La Diète se contenta d'abord d'édicter, avec une ardeur et une fécondité remarquables, les brèves lois indispensables. Telles celles du 6 novembre 1802, «concernant l'établissement du Tribunal suprême», «sur les peines des délits de lubricité», «sur les frais de l'administration de la justice criminelle et correctionnelle, la poursuite des délits et le recouvrement des amendes»; telles encore celles du 8 novembre «sur le nombre des juges nécessaire pour la validité d'un jugement en matière criminelle, correctionnelle et civile», du 24 mai 1803 «sur les formes d'appellation en matière criminelle inquisitoire, ou de police correctionnelle», du 31 mai 1803 «portant établissement d'une maison de correction», du 19 novembre 1803 «portant un établissement de correction pour les enfants de famille et pupilles», du 23 novembre «sur la manière de procéder en matière d'injures», du 1er décembre «contre les assemblées illicites, les discours et les ouvrages calomnieux, incendiaires et scandaleux», — sans compter une foule de lois, sur la police du roulage, l'exportation des grains, l'importation de la bière, l'entrée des vins étrangers, la sortie des fourrages, pailles et fumiers, la contrebande du sel, le maintien des bonnes mœurs et le respect de la religion, le charoi aux jours de fêtes et dimanches, les auberges, cabarets, pintes et cafés, le recrutement pour le service étranger, sur la police des forêts, la chasse, la mendicité, les coureurs et tapageurs de nuit, etc.

La loi du 22 novembre 1804 devait introduire enfin «l'uniformité de code civil et criminel dans toute la République».

Après avoir considéré notamment que la Constitution, en remettant en vigueur les anciennes lois du pays, n'avait fait que pourvoir à la détermination de celles qui devaient être provisoirement observées, et que non seulement elle avait voulu laisser au législateur constitutionnel la faculté de les changer pour les adapter au nouvel état politique du pays, mais qu'elle avait même fait pressentir des changements majeurs dont il devait s'occuper; après avoir considéré que les lois criminelles et correctionnelles, quant aux formalités de procédure, et quant à la mesure et à

l'application des peines, devaient être uniformes dans un pays qui n'avait qu'un même gouvernement, qu'un même tribunal suprême, et où la justice criminelle était rendue aux frais de l'Etat ; après avoir considéré enfin qu'il était d'autant plus naturel de faire jouir la République des avantages d'un code civil et criminel uniforme, que l'on pouvait le lui procurer sans établir des lois tout à fait nouvelles, et en choisissant seulement, parmi celles que l'habitude et l'esprit du peuple avaient consacrées, celles dont l'autorité devait être rendue générale, la Diète ordonna : Le code de l'ancien Etat du Valais, connu sous le nom de « statuts », avec les révisions des abscheids, la jurisprudence de l'ancien Etat en matière de confiscation... et, à défaut de ces autorités, les commentaires de Frœlichsborg,¹⁾ formeront le code criminel et correctionnel qui sera observé dans toute la République. Sont néanmoins maintenues dans leur force et vigueur les lois rendues par la Diète de la République depuis le rétablissement de son indépendance. (Art. 2 et 3).

Ce premier rassemblement, cette première condensation des matières pénales jusqu'alors dispersées, était un notable progrès. On n'en continua pas moins de soupirer constamment vers la terre promise d'un code national. Le 3 décembre 1808, la Diète rappela que, dans sa Constitution, la République s'était tacitement obligée à reviser ses lois criminelles, nota qu'en attendant que cette opération pût être terminée, il était urgent qu'elle manifestât son opinion sur l'usage de la torture, qui ne pouvait plus faire partie d'une législation modérée, telle que celle qu'elle avait l'intention d'adopter, et publia que l'abolition de la torture serait une des bases de son futur code criminel. Le décret du 27 mai 1809 à son tour, porta des directions provisoires pour les jugements criminels dans les délits majeurs où il n'y avait pas preuve légale complète, « en attendant la confection d'un nouveau code criminel ».

L'annexion prochaine du Valais par la France, et son institution passagère en Département du Simplon (1810), n'était pas de nature à promouvoir la création du droit indigène.

On dut attendre le nouveau code de procédure pénale jusqu'au 23 novembre 1848.

1) Le Conseil d'Etat était chargé de faire faire la traduction abrégée de Frœhlichsborg jusqu'au 1er mai 1805 (art. 5).

«Les pouvoirs de l'Etat qui se sont succédés dans l'espace d'une dizaine d'années, devait écrire un jour le Conseil d'Etat dans le compte rendu de sa gestion (1857) au Grand Conseil, n'ont pas discontinué à travailler avec assiduité et attention à l'achèvement de leur tâche», en matière de législation. «Les projets du Code de procédure pénale, du Code civil, du Code de procédure civile, et de la loi sur l'organisation des tribunaux, reçurent successivement la sanction des pouvoirs législatifs. Déjà l'influence salubre de cette nouvelle législation se fait sentir... Il restait une lacune à remplir».

Nous ne savons que trop laquelle : «Les jugements rendus en matière pénale par les divers tribunaux de districts de notre canton présentaient quelquefois une divergence choquante dans l'application des peines pour des délits de même nature. A défaut d'un Code pénal valaisan, les tribunaux consultaient à volonté les législations des cantons ou des Etats voisins, ou appliquaient même les peines plus ou moins arbitrairement d'après les appréciations diverses des juges : Le même crime ou délit était puni par des peines plus fortes ou moindres selon le district où il a été commis. Vous allez faire disparaître cette divergence qui s'approchait pour ainsi dire de l'injustice : Vous venez de discuter en premiers débats le projet d'un Code pénal...»

Pffenninger, dans son «Strafrecht der Schweiz», édité en 1890, avait étudié la genèse de ce code pénal valaisan. Il avait parfaitement discerné que notre rédacteur l'avait tiré vivant du corps des législations des cantons voisins, principalement de Vaud et Neuchâtel. Mais là se borna l'exactitude de son observation. Notre auteur poursuivait : «Bei genauer Vergleichung der verschiedenen Gesetzbücher kann man sich trotz mancher Verbesserungen, die das wallisische Gesetz enthält, der Erkenntniss nicht verschliessen, dass auch hier der Redactor oft das Vorbild in gesuchter Originalität durch unwesentliche Abweichungen und Verstellungen zu verläugnen sucht. Ueber Vorarbeiten, Verhandlungen ist nichts bekannt. Motive liegen nicht vor, noch aufklärende Berichte, Gutachten oder Botschaft» (p. 409, 69 II).

Jugement hâtif, jugement sommaire, jugement non conforme à la réalité. Il propage une double erreur, qu'il importait de redresser.

L'histoire de la formation de notre code peut être parfaitement élucidée, et à l'examen d'assez nombreuses pièces officielles, qu'il eût été donné à chacun, avant moi, de retrouver dans les archives de l'Etat du Valais. Les protocoles du Grand Conseil (volumes 54, 55 et 56) rapportent seize séances qui furent consacrées à la présentation, à la discussion en deux débats, et à l'adoption du projet : ils contiennent en annexes les courts messages du Conseil d'Etat, du 22 mai et du 16 novembre 1857, de même que le projet et le catalogue de ses modifications (textes français et allemand), en doubles exemplaires. Les protocoles du Conseil d'Etat ne permettent point d'ignorer que, dans la séance du 17 juin 1857, M. le Dr Crompt, ¹⁾ auteur du projet, ayant demandé qu'il lui fût adjoint un légiste pour discuter le code pénal, le gouvernement désigna M. l'ancien Conseiller d'Etat Rion pour assister M. Crompt, et que, le 14 juillet 1857, M. E. N. Roten, de Brigue, fut chargé de traduire en allemand le code pénal. Enfin, les comptes rendus, publiés, de la gestion du Conseil d'Etat pour l'année 1857 et 1858 contiennent l'un et l'autre, sous la rubrique : Législation, un petit couplet à la louange du code pénal.

Cette rectification fondamentale opérée, exposons succinctement la marche des travaux législatifs.

Le 22 mai 1857, le Conseil d'Etat adresse au Grand Conseil assemblé un message pour «vous faire part, disait-il, que le légiste auquel a été confié le soin d'élaborer le projet de Code pénal, a achevé son travail, et... vous prier de vouloir nommer une Commission... chargée d'examiner ce travail, assez à temps pour qu'il puisse être soumis à vos délibérations en la session de novembre prochain». Dès le lendemain, la Haute Assemblée a constitué une Commission formée de MM. Rion, Ducrey, Perrig, Lorétan et Rappaz.

Le 16 novembre, un nouveau message parvient au Grand Conseil, accompagnant le projet qui doit être discuté en premiers débats. L'examen du projet s'ouvre le

1) Le Dr Crompt enseigna le droit à Sion de 1823 à 1895, et nos meilleurs juristes valaisans ont tous dû quelque chose à ses leçons. (La loi du 3 décembre 1807, considérant qu'il est important pour la société d'avoir des juges instruits en droit, et qu'un gouvernement sage doit donc viser aux moyens propres à y parvenir, avait ordonné : Le Conseil d'Etat est autorisé d'établir une chaire de droit. Le professeur y enseignera les instituts de Justinien, les lois du pays et la pratique du notariat).

jour même. Il sera, en général, mené tambour battant et, dans l'espace de 6 séances, qui sont loin de lui être uniquement consacrées, (les 16, 18, 20, 23, 24 et 26 novembre), les 353 articles de ce code seront passés en revue : Avec une telle rapidité que des tranches d'articles aussi vastes que celles de 53 à 85, 102 à 122, 161 à 195, ne donnent lieu qu'à d'insignifiantes interventions, (p. ex. au sujet de l'alinéa 1 de l'article 64 ; de l'article 112 formé de deux lignes tirées du code français et dont on propose de revoir la formule ; ou encore de l'article 167 auquel on appond un mot), tandis que les dispositions, fort importantes et complexes pourtant, des articles 87 à 101, 203 à 230, 246 à 285, 288 à 313, ne soulèvent pas une seule remarque ! Le 27 novembre déjà, l'assemblée législative a reçu l'ensemble en premiers débats.

Dans la session de mai suivant, les députés procèdent avec le même feu. Le 17 mai, ils sont en possession du message du Conseil d'Etat et recomposent la Commission du code pénal, des personnes de MM. Ducrey, Lorétan, Cretton, de Sépibus et Marclay. Les 18, 19, 20, 21, 22 et 25 mai, le projet retouché est revu en deuxième lecture, et le 26 enfin, « M. le Président ouvre la discussion sur l'ensemble du Code, et celui-ci est adopté ».

On voit donc que ni en premier ni en deuxième examen, le rôle du Grand Conseil ou de sa Commission ne fut notable. Les modifications arrêtées en 1857 portaient sur 44 articles et tenaient, fort espacées, sur 6 courtes pages. Elles réformaient presque toujours des points de détail. On ajouta, par exemple, à deux articles, « au plus », pour spécifier que leur peine était un maximum ; on remplaça le chiffre-limite du maraudage, 2 francs, par celui de 4 francs ; on attachait, dans les contraventions, le jet de boules de neige au jet de pierres ; on supprima 3 articles, on en maintint 3 autres qui étaient combattus. Seules la mendicité et les grossesses illégitimes fournirent quelque aliment à la discussion : renverrait-on la première aux tribunaux de police, punirait-on celles-ci dans le code pénal ? En 1858, on s'arrêta un peu à la question des crimes contre nature, et longuement aux délits contre la religion, un « honorable membre » ayant proposé d'insérer dans ce chapitre les articles fort sévères du code pénal sarde.

Nous atteignons ainsi à l'autre point vulnérable des conclusions de Pfenninger. Les améliorations qu'il admettait dans le code valaisan, et dont il nous attribue impli-

citement le mérite, sont le plus souvent d'excellentes dispositions que nous avons été glâner dans le code pénal sarde. Pfenninger s'est bien appliqué à débrouiller les influences que nous avons subies, et il a, par exemple, posé en fait que, lorsque Feuerbach eut renouvelé le droit criminel, ses ouvrages nous ont servi de conseil (p. 409, 69 I); mais il ignorait que le rédacteur de notre projet, notre éminent juriste le Dr Crompt, eût fait ses études à la Faculté de Turin, eût reconnu, à côté de la valeur exceptionnelle du code pénal vaudois, les qualités du code pénal sarde, s'en fût servi pour ses travaux, et que notre Commission du Grand Conseil elle-même se fût occupée à la perfection de notre loi nouvelle avec cette loi étrangère dans la main.

C'étaient là des faits préliminaires qu'il fallait rétablir dans leur pureté : Notre code pénal de 1858 ne nous est pas tombé du ciel, n'est point né comme par enchantement, sans qu'il soit possible de découvrir la moindre trace écrite de son apparition ; il n'est pas davantage fondé presque uniquement sur les codes pénaux vaudois de 1843 et neuchâtelois de 1855, mais (en plus d'autres éléments sporadiques que nous désignerons), il a pris à contribution, pour une part aussi considérable, le code pénal pour les États de S. M. le Roi de Sardaigne, de 1839.

Nous tâcherons de préciser les exactes valences de ces apports étrangers.

II.

Le Plan.

Le code valaisan a, dans ses grandes lignes, décalqué le plan du code vaudois.

La partie générale de celui-ci comprenait VII Titres, le nôtre en montre tout autant. Il en conserve également presque jusqu'au bout l'ordre, et l'énoncé. Les dispositions préliminaires, les peines, le délit consommé et la tentative, les auteurs et les complices, forment les quatre premières catégories, que nous nous sommes appropriées. Nous avons intercalé ici un membre concernant les fauteurs, et là le délit manqué. Le code vaudois formait ensuite les divers groupes des circonstances atténuantes et des excuses, de

la cumulation des délits et de la récidive, de l'extinction de l'action pénale et de celle des peines. Nous avons défalqué ce dernier Titre, dont l'objet se retrouvait dans notre code de procédure pénale (Livre V), et nous l'avons remplacé par une rubrique sur l'imputabilité. Nous avons enfin modifié et déplacé le Titre sur les circonstances aggravantes et atténuantes, dont nous avons fait la couronne de notre partie générale. Le reste s'est gardé intact.

Notre partie spéciale témoigne du même respect pour une classification d'ailleurs judicieuse. Nous l'avons seulement, imitant passagèrement le code neuchâtelois, disposée en II Livres, pour y introduire les contraventions de police et leurs peines, dont le code vaudois (et tous les autres codes suisses, cf. Stooss, *Grundzüge des Schw. Str. R.*, p. 167), ne s'était point surchargé. Nous n'avons du reste pas imité, dans cette annexe, la structure interne de Neuchâtel.

Pour le Livre I : Des crimes, des délits, et de leur punition, notre législateur ne s'est guère écarté de son modèle vaudois. Celui-ci avait composé sa matière en X Titres, et nous avons d'abord accepté ce chiffre. Si notre Livre I s'est augmenté d'un Titre supplémentaire, la raison en est simple : A la séance du 22 mai 1858, alors qu'on disputait à perdre haleine sur les infractions au respect dû à la religion de l'Etat, et qu'un député avait proposé d'introduire dans le chapitre XVI, Titre I, de notre projet les mesures rigoureuses du code sarde, un autre honorable membre, s'inspirant vraisemblablement de ce code tiré dans la lumière, qui classait les délits religieux en tête de sa table et dans un Titre spécial, demanda de transférer notre chapitre XVI au sommet de l'édifice, et d'en faire le chapitre I du Titre I. La Commission déclara ne voir point d'inconvénient à ce que ce chapitre fût « transporté en tête ou à peu près de la partie spéciale ». Les procès-verbaux n'en disent pas plus long. Aujourd'hui, notre chapitre XVI primitif se trouve être, non pas le chapitre I du Titre I, comme il avait été désiré, mais a été élevé dans un magnifique isolement au front de notre code, formant à lui seul le Titre I, tandis que l'important Titre premier originel, le Titre premier vaudois, est devenu notre Titre II.

Cet éclaircissement donné, il n'y a plus que deux divergences qui, de ce code au nôtre, méritent d'être relevées : Notre Titre VII, traitant « du délaissement des personnes », ne figure pas à la table vaudoise ; il ne figurait

pas non plus dans notre projet. Il est formé du seul article 256 qui, sur proposition de notre Commission, fut intercalé ici en deuxième débats du Grand Conseil. Le Titre X et dernier vaudois, étudiant les délits commis par les fonctionnaires, employés ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, ne se retrouve pas chez nous, — du moins pas à cette place extrême que lui ont assignée nos maîtres. Nous en avons fait un simple chapitre du Titre I, le chapitre VIII, nous inspirant d'ailleurs en ce point de l'exemple du code neuchâtelois, qui situait cette espèce directement avant les délits relatifs à l'exercice des droits politiques.

A ces quelques retouches près, toute la charpente de notre partie spéciale est celle même de la loi vaudoise. Nous énonçons successivement comme elle, et presque toujours en des termes dont les siens sont la matrice pure, l'ordre propre de sa hiérarchie pénale : Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la paix et l'ordre publics (avec la longue série de leurs modalités, dont nous extrayons XV chapitres) ; délits contre la foi publique, auxquels notre législateur annexa, en deuxième débats, le stellionat du code neuchâtelois ; délits contre les mœurs ; délits contre la vie d'autrui (pour lesquels nous abandonnons la simple division tripartite du code vaudois et lui substituons une division en VII chapitres, fondée partie sur le code français, partie sur le code sarde, partie sur le code neuchâtelois) ; lésions corporelles, où Vaud fait entrer le duel que nous plaçons parmi les atteintes à la vie ; délits contre l'état civil des personnes ; atteintes portées à la liberté, à la sûreté et à l'honneur des personnes, où nos chapitres IV, V et VI, concernant les menaces, la calomnie, la diffamation, les injures et la révélation de secrets, partiellement inspirés de Neuchâtel, remplacent le chapitre IV vaudois des menaces, des plaintes ou dénonciations calomnieuses et des injures ; atteintes portées au bien d'autrui dans le but de se l'approprier, avec toutes les subdivisions du texte vaudois ; atteintes aux propriétés dans le but de les détruire ou de les endommager.

III.

Les Principes généraux.

Notre définition de l'infraction est celle que le code pénal vaudois offrait du délit.

Notre division en est la division classique tripartite des systèmes français ; nous ne distinguons pourtant pas le crime et la contravention d'après la nature des peines (criminelles, correctionnelles, et de police) — ainsi faisaient, après le code Napoléon ceux de Sardaigne et de Neuchâtel —, mais d'après la nature de la faute ou, comme nous disons, le « degré de culpabilité ».

Pour rompre définitivement avec son droit criminel coutumier et supprimer, en même temps que « les rigueurs excessives des anciens codes étrangers », les « usages adoptés sur lesquels quelquefois encore les juges basaient leurs décisions », (message de 1859), le Valais proclama dès l'entrée de son nouveau code le précepte : « Nulla pœna sine lege », à l'instar des codes français, sarde, fédéral suisse, vaudois, fribourgeois, et neuchâtelois. Il lia strictement le juge, se faisant l'écho de la maxime sarde, vaudoise et neuchâteloise, à ne pouvoir aggraver, diminuer, ni changer les peines établies par la loi.

Quant aux rapports de la loi pénale avec le temps, nous affirmons, à l'unisson avec le droit vaudois, qu'elle n'a point d'effet rétroactif, puis, en harmonie avec lui, qu'il faut cependant faire une exception dans le cas où la loi nouvelle est plus favorable à l'accusé. C'est toujours dans l'esprit du code vaudois que nous formulerons l'intangibilité de la chose jugée.

Le cercle d'action de notre loi pénale dans l'espace est réglé avec un grand soin (art. 8-14).

Notre code est le seul, le seul avec ceux de Vaud et de Neuchâtel, qu'il a suivis, (cf. Stooss op. cit. p. 144), à ne point décréter formellement l'application de la loi pénale nationale à toutes les actions punissables commises sur notre territoire. Il va de soi qu'il l'admet pratiquement.

Ses dispositions s'appliquent aussi, dans un champ moins étroit, en vertu de la volonté expresse de la loi, à certaines actions répréhensibles commises à l'étranger,

soit qu'elles aient été commises par un citoyen valaisan, soit qu'elles lèsent l'intérêt valaisan.

Nous n'appliquons cependant le principe de la personnalité du droit qu'en certains cas déterminés : Il faut que le crime commis par le Valaisan hors de ses frontières soit d'une certaine qualité. Nous avons, ici, adopté les 2 critères vaudois : nature de la peine (trois ans de réclusion ou plus) entraînée par le crime, et nature de ce crime même : au catalogue vaudois nous avons seulement ajouté, sur proposition de notre Commission du code pénal, les crimes commis contre la sûreté de l'Etat.

Il faut d'autre part, pour tout autre délit commis hors du canton par un Valaisan contre un Valaisan, (ou contre un étranger dans le pays duquel on en use réciproquement), que la partie offensée en ait rendu plainte : C'est le sens de l'ancien article 7 du Code d'instruction criminelle français. Seule l'exigence de la réciprocité semble propre au Valais. Il va de soi que cette disposition doit être sans effet quand le coupable aura déjà été jugé définitivement au «forum delicti commissi», et, s'il y a été condamné, quand il y aura subi sa peine. C'est la simple application du «non bis in idem» posé d'abord en principe, et que les codes français et sarde inscrivaient comme nous.

Pour punir, d'après notre code valaisan, l'étranger qui a commis à l'étranger un crime contre les intérêts valaisans, il est nécessaire que ce crime soit d'une certaine qualité (atteinte à la sûreté de l'Etat, contrefaçon du sceau des autorités supérieures de l'Etat — ce que prévoyaient le code sarde et le code de procédure vaudois), et que l'étranger ait été arrêté chez nous ou nous ait été extradé.

A cette dernière condition, nous aurons aussi la faculté de juger et de punir chez nous l'étranger coupable, à l'étranger et contre un Valaisan, d'un des graves crimes que nous énumérons, ou d'un autre délit, dans le cas où il serait puni dans le pays auquel appartient l'étranger, et, (en vertu toujours du principe d'abord affirmé), si le jugement n'en a pas été déjà prononcé et exécuté. La licence de punir l'étranger pour un délit commis hors du canton me semble de provenance sarde. Notre législateur, dans son zèle à souligner à chaque occasion les conséquences de ses normes fondamentales, y a seulement répété que, dans ce cas, le juge valaisan appliquera à l'étranger, non la loi territoriale, mais sa loi propre, si elle lui est moins sévère.

D'après les conclusions du Professeur Stooss (op. cit. p. 156), le Valais serait seul, avec St-Gall, à subordonner à une autorisation du Conseil d'Etat la poursuite légitime des délits commis à l'étranger. Mais cette condition suspensive était annotée dans le projet vaudois de 1842, et c'est là, sans aucun doute, que notre rédacteur l'a prise.¹⁾

Le Titre I de notre Partie générale contient encore les règles suivantes :

Le Valais n'extrade pas ses nationaux : c'est la conséquence logique de ses articles très larges, 8 et 9.

Le Valais n'accorde aucune extradition sans l'autorisation du Conseil d'Etat : c'est la pratique du code de procédure vaudois, et du code sarde, sauf à chercher ici cet assentiment auprès du Roi.

Nous définissons la nuit comme en France, et les armes comme à Neuchâtel. Nous réservons enfin le champ d'application des lois militaires et des lois spéciales, comme partout, et celui des lois pénales de la Confédération.

Les degrés de réalisation de l'infraction : Nos définitions du délit consommé, du délit manqué et de la tentative valent d'être remarquées : Et pour leur contenu, et pour ce qu'elles nous semblent particulières. Du moins ne les ai-je pas retrouvées dans les codes que nous avons imités. Ce chapitre du code valaisan est parmi ses meilleurs, et se recommande — si l'on admet l'utilité des définitions dans un code pénal — par ses qualités de clarté, de simplicité et d'unité.

Nous n'avons, Dieu merci, pas admis la notion française assimilant la tentative à l'infraction parfaite, distinguant la tentative de crime et la tentative de délit et punissant, la première toujours de la peine du crime, la se-

1) Le Dr Crompt a dû préparer son projet en se servant, non de la loi vaudoise promulguée, de 1843, mais du projet de 1842. C'est celui-ci seul que j'ai retrouvé dans sa bibliothèque, où a eu l'amabilité de m'introduire son petit-fils, M. l'avocat Etienne Dallèves, à Sion. Il est frappant de voir, d'autre part, en cas de divergence entre projet et code vaudois, notre code ignorer l'amendement du code et concorder avec le projet. Ainsi pour la peine de l'infanticide : Le projet vaudois fixait la réclusion avec maximum de 15 ans ; nous l'avons admis. Le législateur vaudois, dans le texte définitif, a ramené ce maximum à 10 ans ; nous sommes demeurés avec la peine du projet.

conde toujours de la peine du délit, si la loi le prévoit, lui assurant l'impunité dans le cas contraire.

La peine du délit manqué atteint, chez nous, absolument, les trois quarts, celle de la tentative la moitié au maximum, de celle fixée pour le délit consommé. Nous obtenons la souplesse suffisante en ne posant point de minimum. Si la peine du délit consommé est la mort ou la réclusion perpétuelle, la punition du délit manqué est la réclusion pour 15 à 25 ans, celle de la tentative pour 10 ans au plus. Il est possible que nous nous soyons servis, pour établir cette échelle, du code pénal fédéral de 1853.

Nous avons pris au code vaudois la copie juxtalinéaire des 2 articles accordant l'impunité à l'auteur de la tentative en cas de désistement spontané et à l'auteur de l'acte préparatoire, sauf si l'activité manifestée constituait par elle-même un délit distinct.

La participation : Pfenninger écrivait ici de notre code pénal : «*Sehr ausführlich behandelt das G. B. die Theilnahme in durchaus deutschrechtlicher Weise. Es stellt sogar, was Waadt, Freiburg, Neuenburg, nach französischem Recht nicht gethan haben, den Begriff der Begünstigung auf*». (p. 411). Ce qui est exact. L'article 61, qui pose le principe, est visiblement dérivé de l'article 18 du code pénal fédéral. Nous avons d'ailleurs été sages de ne pas donner dans la faute du code français assimilant le complice à l'auteur principal. Répétons avec Pfenninger que le concept des auteurs et complices est, dans une forme altérée, celui du code vaudois, et précisons : du code sarde aussi, partiellement, et du code pénal fédéral. Tout ce qui touche à l'instigateur est transplanté chez nous du code vaudois ; ce qui a trait à qui donne mandat pour commettre un délit nous vient, dans son essence, du code sarde ; c'est au code pénal fédéral que nous avons demandé son système de la répression de la complicité et de la favorisation : la peine du complice est au plus des trois quarts, celle des auteurs au plus de la moitié de celle prononcée contre l'auteur ; si l'infraction entraîne la peine de mort, la réclusion ou le bannissement perpétuels, la peine du complice pourra s'élever à 25 ans, celle du fauteur à 15 ans de réclusion (le code fédéral, beaucoup plus doux, prévoyait dans son seul cas, équivalent, de la réclusion à vie, les maxima de 15 et de 6 ans).

Pour compléter notre titre, nous avons pillé ensuite le code vaudois : les dispositions sur la communication aux complices des circonstances aggravantes matérielles, et sur la non-communication des circonstances personnelles ; la définition du complot et la distribution de la responsabilité qui en résulte, de même l'incidence de la peine dans le cas d'une infraction commise par les membres d'une autorité constituée, tout cela nous est commun. C'est chez lui encore que nous trouvons la source de l'impunité possible de celui qui, auteur ou complice d'une infraction (notre projet ajoutait : fauteur, mais le terme s'est perdu), a fait tous ses efforts pour en empêcher l'exécution.

Nous posons enfin, en accord avec les codes français, sarde, fédéral et neuchâtelois, le principe de la solidarité pécuniaire des auteurs et complices condamnés pour un même délit. Une loi valaisanne du 1er décembre 1807 dont l'ample contenu touchait aussi à la corréalité des complices, l'avait très bien formulé déjà (art. 8) : cinquante ans plus tard, le Valais en allait chercher les termes à l'étranger.

Nous envisageons le concours d'une façon analogue à celle du code vaudois (nous ne faisons pas le départ entre concours idéal et concours réel), et nous nous rendons au principe de l'absorption, n'appliquant que la peine la plus grave, avec cependant la possibilité de l'augmenter selon le nombre des infractions et la nature des peines encourues ; nous permettons pourtant, comme Vaud, de prononcer une peine accessoire, dans le cas où la peine du délit le plus bénin consisterait en la perte totale ou partielle des droits politiques ou civiques. Nous ne dérogeons pas aux principes du concours lorsque l'une des infractions avait été commise avant le jugement, mais n'a été découverte qu'après la condamnation : Vaud, Neuchâtel et Fribourg faisaient de même.

Le code pénal valaisan, à la suite du code pénal sarde et du code pénal vaudois, s'est rangé à recevoir la récidive spéciale, à faire de la rencontre de délits du même genre la condition stricte de la récidive. (Il le marque même avec une netteté peu commune et ne recule pas à se charger d'un article superflu, destiné à répéter que le condamné qui commettrait un nouveau délit d'un genre différent,

sera poursuivi et jugé pour ce nouveau délit sans égard à la première condamnation). Mais il a fort bien fait de sacrifier la lourde casuistique du code vaudois et, préférant la claire et lapidaire définition sarde, de ne point s'embarrasser des 28 rubriques déterminant cette affinité. Comme le code vaudois encore, nous n'attachons pas d'importance au fait que la première condamnation ait été prononcée par un tribunal civil ou militaire, et, comme Lucerne, qu'elle l'ait été par un tribunal indigène, ou étranger au canton. Mais où nous nous singularisons, je crois, c'est en stipulant que la récidive sera retenue lors même que la première peine n'aurait pas été subie, ou que la première condamnation cesserait d'avoir son effet par suite de la prescription, de la grâce ou de la réhabilitation. J'applaudis à cette initiative de notre rédacteur : Puisque, dans la récidive, on s'efforce à frapper un penchant déterminé, puisque ce penchant est censé se préciser dès la répétition d'un délit, la première incrimination est la pierre de touche de l'inclination vicieuse que l'on tient à combattre, et il est dès lors sans intérêt qu'elle ait été emportée par quelque événement externe ; l'état de grâce artificiellement rendu au délinquant ne change rien à sa psychologie.

C'est à Neuchâtel que nous avons été chercher le type pénal de la sanction de la première et de la seconde récidives : maximum de la peine portée par la loi, élévation jusqu'à la moitié en sus du maximum. Nous y avons combiné la règle fribourgeoise : en cas de récidive ultérieure, la peine peut être étendue jusqu'au double du maximum (Fribourg poursuivait : puis jusqu'au triple, jusqu'au quadruple, à chaque nouvelle chute, et jusqu'aux limites temporelles de la peine). Lorsque, d'autre part, en cas de première récidive, le maximum avait été déjà prescrit, la peine pourra s'élever d'un quart en sus de ce maximum.

Quid enfin du condamné à la réclusion perpétuelle qui perpètrerait un nouveau crime emportant la même peine ? Le code sarde, qui avait posé le cas, le résolvait en autorisant la peine de mort. Je ne m'explique pas la raison pour laquelle nous avons craint de le suivre jusqu'au bout, et nous sommes arrêtés à punir le forçat relaps d'une réclusion plus rigoureuse, en affichant que la peine de mort ne serait jamais appliquée.

C'est à cet endroit que notre code élève son titre VI. de l'imputabilité. Il n'y a pas infraction, disons-nous, (et c'est, sauf quelques expressions, l'article du code français, reçu à Neuchâtel et dans le code vaudois aussi), il n'y a pas infraction lorsque le prévenu était, au temps de l'action, privé complètement de l'usage de la raison (en état de démence, écrivait le code français), ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Mais nous intervenons aussitôt pour ajouter ce correctif : Lorsque l'altération des facultés intellectuelles ou la contrainte sont insuffisantes à lever entièrement l'imputabilité, le tribunal pourra prononcer une peine inférieure à celle que la loi attache à l'infraction, ou renvoyer le prévenu à l'autorité municipale avec injonction de veiller sur sa conduite : Telle était la pratique assez répandue, en Sardaigne, et dans les cantons de Vaud et de Fribourg notamment. Nous déclarons également non punissables les actes commis en état de somnambulisme et d'ivresse involontaire complète ; et je crois qu'ici, sous l'influence de l'école probablement, nous sommes des précurseurs, si nous avons pourtant pu prendre au code saint-gallois la réserve que l'ivresse, même complète, ne justifie pas son auteur lorsqu'il s'y est mis dans l'intention directe de commettre un délit. Le code pénal valaisan, à l'exemple du code pénal vaudois, après avoir posé en fait la responsabilité de l'auteur d'un acte, admet cependant encore l'excuse tirée de l'obéissance à l'ordre légal, et de la légitime défense de soi-même et d'autrui. Il ne restreint pas ces faits justificatifs, comme le droit français, aux cas d'homicide, de coups et blessures, mais leur donne une portée générale ; il reconnaît nommément la légitime défense, non seulement de la personne, mais aussi du domicile et de la propriété. Si les bornes en sont excédées, commutation de peine.

Ce sont les effets de l'âge et de la surdi-mutité que notre code étudie le plus longuement, avec une minutie bien un peu mécanique, en vérité.

En ce qui concerne le jeune âge nous avons, dans ses grandes lignes, l'institution française, adaptée par le code vaudois : Nous étendons, comme celui-ci, la période de l'enfance jusqu'à 14 ans. Nous ne pouvons, en-deçà de cette borne, prononcer aucune peine : le mineur est confié à l'autorité municipale qui prendra les mesures propres à produire son amendement et pourra même, sur

l'avis du conseil de famille, le placer dans une maison de correction jusqu'à sa majorité. Pendant la période critique de 14 à 18 ans, notre juge posera la question de discernement. Si l'adolescent n'avait pas la faculté de discernement, nous le traitons comme nous venons de faire l'enfant ; si le discernement est admis, nous suivons les directives du code sarde, et mitigeons ainsi la peine : elle ne pourra, en général, excéder la moitié de celle qui aurait été prononcée s'il eût été majeur ; avait-il encouru la peine de mort, il sera soumis à la réclusion pour 20 ans au plus ; si c'était la réclusion perpétuelle, pour 10 ans au plus (ces chiffres sont ceux mêmes de Sardaigne) ; si c'était, enfin, la réclusion à temps, elle sera commuée en un emprisonnement pour une durée qui ne dépassera pas la moitié de celle fixée pour la réclusion. A partir de 18 ans, nous ouvrons encore une période intermédiaire jusqu'à la majorité pénale, atteinte à 23 ans, pendant laquelle nous excluons la peine de mort et la réclusion perpétuelle (remplacées par la réclusion pour 30 et pour 20 ans), et réduisons toute autre peine ordinaire du quart au moins.

Nous faisons au sourd-muet de naissance ou dès son enfance un sort particulier, comme il était d'usage dans le code sarde. Le juge valaisan distingue d'abord si le délinquant sait lire et écrire : S'il le sait, la peine ordinaire sera réduite de moitié. S'il en est incapable, le juge pose la question de discernement : l'infirme le possède-t-il, il est assimilé pénalement, quel que soit son âge, au mineur de 14 à 18 ans ; en est-il privé, on le renvoie à l'autorité municipale, comme l'enfant irresponsable.

Notre code cantonal a voulu ensuite quitter les sentiers que lui avaient battus les codes de famille française, et a établi, inutilement à mon avis, 5 articles consacrés aux circonstances aggravantes et atténuantes. Il y combine les deux systèmes, du catalogue et de la formule. Pfenniger pense (p. 412) que la liste qu'il a dressée à la manière des codes de Suisse alémanique, n'est que le reflet des espèces lucernoises. Tout cet appareil se retrouve également, dispersé, et disposé d'autre façon, dans le code fribourgeois. Quelle que soit leur origine, ces pages pourraient être arrachées, puisque, dit l'article essentiel, les circonstances énumérées par forme d'exemples n'excluent pas les autres cas qui peuvent se présenter, et que le juge doit aussi prendre en considération. Notre législateur a, en

tout état, bien fait de ne pas accepter, comme Fribourg et à l'exemple de la France, la circonstance atténuante ou même l'excuse, (pour le faux monnayeur), sinon immorales du moins choquantes, tirées de la délation des complices.

Il ne s'est pas occupé davantage que Vaud et Neuchâtel de proposer, dans sa partie générale, le concept de la culpabilité, et d'inscrire une règle concernant les effets du dol, de l'imprudence ou de la négligence. Fribourg, qu'il a suivi parfois, lui offrait pourtant le modèle parfait d'une telle disposition. Du moins nos articles de la partie spéciale s'y consacrent-ils fréquemment (voir par exemple toute la matière du faux et des contrefaçons).

IV.

La Peine.

Les Commentaires de Frœhlichsburg ayant été rétablis, en 1804, pour nous servir de code criminel et correctionnel, les peines que le Valais reconnaissait, en principe, dans la première moitié du XIX^{me} siècle, étaient des trois degrés suivants : Peines corporelles (Leibesstrafen), capitales (Lebensstrafen), et extraordinaires.

Les peines de vie étaient celles infligées par le glaive, la corde, la roue, l'eau, le feu et l'écartèlement. Ces supplices pouvaient être geminés, ou aggravés par la claie, les tenailles ardentes, l'exposition du cadavre, le refus de la sépulture.

Les peines corporelles usuelles étaient la fustigation, l'amputation des membres, la mutilation de la langue, l'ablation des oreilles, et les galères.

Dans les peines extraordinaires, le commentateur german classait l'amende, la prison, le bannissement, le pilori, la bastonnade, l'exposition, l'amende honorable, les pèlerinages et les offrandes.

On se doute que toutes ces peines, surtout les plus cruelles, ne furent point pratiquées constamment. La réaction humanitaire provoquée par Beccaria et les Encyclopédistes n'avait pas été sans atteindre le Valais, où le législateur de 1802 et des années prochaines marquait net-

tement, tout en remettant en pleine vigueur les lois antérieures à 1798, que la Diète aurait le pouvoir de mitiger toujours les peines criminelles, et qu'il avait l'intention d'adopter une législation criminelle modérée.

La période de l'Helvétique avait renforcé l'inclination du justicier comme du justiciable, dans le sens de l'adoucissement du droit pénal :

Le code pénal de la République helvétique, du 4 mai 1799, avait énuméré les peines exclusivement retenues par les conseils législatifs : la mort par décapitation, les fers, la réclusion dans la maison de force, la gêne (c'est-à-dire la garde solitaire, sans fers ni liens, dans un lieu éclairé), la détention, le bannissement, la dégradation civique et le carcan. Toutes les autres peines jusqu'alors usitées étaient solennellement abrogées (art. 1 et 34).

Quand la République helvétique eut été emportée, nombre de peines proscrites en Valais réapparurent. En rétablissant les lois de l'ancien régime, la Diète en rétablissait aussi le système des sanctions. Elle spécifia parfois (voir la loi du 6 novembre 1802) que les amendes pécuniaires statuées et généralement usitées au 1er juin 1798 contre tous les divers cas de lubricité, devaient être portées au double dans toute l'étendue de la République. Ou encore elle indiqua incidemment (voir la loi du même jour sur les frais de justice, art. 1) que les potences et d'autres instruments de supplice étaient encore en service chez nous, et que la bastonnade pouvait encore y être administrée, par exemple jusqu'à la limite de 100 coups aux forçats évadés récidivistes (loi du 31 mai 1803 portant établissement d'une maison de correction, art. 8).

Il est donc évident qu'en faisant des Commentaires le code criminel de la République du Valais, on en adoptait implicitement les peines, sans tenir compte de la mise à l'index prononcée sous le régime de l'Helvétique ; d'autant plus que le décret du 27 mai 1809 portant direction pour les jugements criminels dans les délits majeurs, le confirme avec une suffisante clarté (art. 5 et 6). Songeons qu'en 1859 encore, le Conseil d'Etat se louait, dans son rapport de gestion, d'être parvenu, en donnant au pays son code pénal, à «réprimer le vice par l'application des peines que la justice et la sûreté générale exigent, tout en supprimant les rigueurs excessives des anciens codes étrangers, ou des usages adoptés sur lesquels quelquefois encore les juges basaient leurs décisions».

Notre législateur aurait donc fort bien pu choisir ses peines parmi l'appareil que la tradition valaisanne lui transmettait. Mais il a fait table rase de tout ce legs. Il a poussé son admiration pour le code vaudois jusqu'à lui prendre toutes ses peines, et même ses préjugés : C'est ainsi qu'il a partagé son aversion, injustifiée selon nous, pour les châtimens corporels, et s'est refusé à les maintenir, bien que notre loi de 1803 les eût particulièrement légitimés. Il n'a pas voulu se rappeler que la loi de 1804 instituant la primauté de Frœhlichsburg, avait cependant déclaré conserver en pleine vigueur les lois portées par la Diète valaisanne depuis la restauration de la République, et que cette clause nous ranimait par exemple la bastonnade. En définitive, notre rédacteur a transcrit dans son projet : la mort, la réclusion à la maison de force, l'emprisonnement, le bannissement, la privation des droits civils, civils et de famille, la destitution ou la suspension d'un emploi ou d'un office public, l'interdiction d'une profession, d'une industrie ou d'un négoce déterminés, l'amende et la confiscation spéciale. Il a jugé bon d'écarter l'exclusion de certains établissements publics et la réprimande du code vaudois, mais s'est en revanche annexé la publication du jugement de condamnation prévu par celui de Neuchâtel.

De ces deux codes est surtout dérivé tout le système répressif admis en Valais. Le code sarde et le code français ont pourtant contribué à en préciser quelque point.

Si nous avons servilement reçu les peines du code vaudois en ce qui concerne leur essence, si nous avons décalqué aussi sa limite la plus élevée de l'emprisonnement (20 ans), nous nous sommes émancipés cependant à régler autrement la mesure de l'amende, du bannissement, et de la réclusion. Notre amende est plus légère, nous sommes plus pauvres : elle ne peut excéder 3000 francs ; dans le canton de Vaud elle pouvait aller jusqu'à atteindre 6000 francs. (Nous ne fixons de minimum général ni pour la prison ni pour l'amende, tandis que Vaud prévoyait 1 jour et 1 franc). En revanche, où Vaud ne permet de prononcer le bannissement que pour une durée de 10 ans, nous pouvons le prononcer à vie. Notre réclusion est aussi beaucoup plus lourde. Ici notre code frappe (il a été, depuis, nécessairement corrigé par l'article 65 de la Constitution fédérale) avec une extrême sévérité. Vaud prévoyait la ré-

clusion de 1 jour à 30 ans ;¹⁾ en Valais elle ne peut être prononcée pour moins de 6 mois, et peut être perpétuelle ; le Valais, à l'exemple de la France, admet le port de la chaîne aux pieds, Vaud l'avait rejeté comme «étant un obstacle à la réforme du condamné», disait l'exposé des motifs ; le Valais pouvait soumettre le condamné à la réclusion perpétuelle, à l'exposition publique avec écriteau pendant 1 heure, mesure encore qu'il avait détournée du code pénal français, et que le code vaudois répudiait.

Tout compte fait, nous pouvons donc dire que notre système des peines est plus dur, en principe, que celui du voisin où nous avons puisé.

En pratique, sauf quelques exceptions, la proposition est renversée : La partie spéciale valaisanne corrige, en règle, les rigueurs de la menace générale ; les tribunaux vaudois aggravent souvent au contraire, dans l'application, la peine que nous aurions préjugée plus légère. Nous allons le montrer tout à l'heure.

Notons d'abord qu'il peut arriver, mais exceptionnellement, que les peines vaudoise et valaisanne coïncident parfaitement, que nous ayons conservé minimum et maximum vaudois, comme dans la bigamie (réclusion de 3 à 8 ans), ou l'homicide involontaire (réclusion de 5 à 20 ans si la mort était prévisible, de 10 mois à 15 ans si elle ne l'était pas).

Mais, première remarque fondamentale, le Valais abandonne presque toujours les minima spéciaux, énoncés par le code vaudois, et parfois même pour les cas les plus graves, le sacrilège, la contrefaçon du sceau de l'Etat, l'infanticide, l'abandon d'enfant suivi de lésions graves, l'homicide commis en duel, les coups et blessures les plus dangereux, l'enlèvement de mineurs, le vol qualifié, le brigandage.

En plus de cet adoucissement virtuel (qui est aussi audacieux que ce que proposent aujourd'hui les criminalistes les plus avancés), la loi valaisanne en écrit et chiffre le plus souvent de formels : L'attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat vaut à nos chefs un emprisonnement de 2 à 6 ans, chez nos voisins vaudois de 2 à 12 ans, lorsqu'il

1) Le décret du 20 janvier 1875 a, depuis, remplacé la peine de mort par la réclusion à vie.

est manifesté par des actes préparatoires ; nous leur retirons l'exercice des droits civiques pour 6 ans, le code vaudois pour 20 ; si l'attentat est manifesté par des actes d'exécution, l'emprisonnement peut être prononcé pour 12 ans chez nous, et les droits civiques sont retirés pour 12 ans, Vaud les enlève à vie et peut porter la peine privative de liberté à 20 ans ; lorsque l'exécution est accompagnée d'actes de pillage, d'incendie, ou de violences graves, nous frappons les chefs de la réclusion pour 20 ans, Vaud les punit de mort ; nous frappons les autres participants de réclusion qui peut s'élever à 15 ans, (le minimum n'est pas prévu), Vaud leur applique la réclusion pour une durée de 10 à 25 ans.

Vaud édicte contre les fonctionnaires coupables des peines draconiennes, dont le Valais est infiniment éloigné. Où il prévoit régulièrement la réclusion, et jusqu'à 2 ans, jusqu'à 4 ans, nous ne prononçons jamais que la prison, au maximum pour une année. Où il prévoit l'amende jusqu'à 2000, jusqu'à 4000 francs, nous n'y recourons au plus que jusqu'à 200, que jusqu'à 500 francs. C'est entre ces bornes si étonnamment disproportionnées que s'établit, par exemple, le châtiment du magistrat qui use illicitement de son droit d'arrestation ou de visite domiciliaire (Vaud : amende de 200 à 2000 francs, et réclusion de 3 mois à 4 ans ; Valais : amende de 100 à 500 francs, et prison «qui pourra être d'une année»), ou celui de l'agent qui abuse de son autorité pour arrêter ou détenir illégalement quelqu'un (Valais : amende qui ne peut excéder 200 francs (Vaud : 4000), et emprisonnement qui ne peut excéder 1 an (Vaud : réclusion, maximum 2 ans).

Celui qui vend sciemment des boissons ou denrées corrompues ou nuisibles ne pourra être condamné, à Sion, qu'à la prison pour 6 mois ou à une amende de 200 francs ; Lausanne lui infligera 15 jours à 10 mois de réclusion ou 50 à 600 francs d'amende ; celui qui, chez nous, procède sans autorisation à une exhumation, ne risque rien qu'une amende de 50 francs et un emprisonnement de 15 jours au plus ; le code vaudois lui destine une peine pécuniaire de 100 à 400 francs, ou la réclusion de 1 à 10 mois.

Mêmes rigueurs ailleurs dans la punition de toutes sortes de faux, même indulgence chez nous. La contrefaçon des marteaux forestiers particuliers, des fers pour la marque du bétail ; la contrefaçon frauduleuse du papier timbré, la fabrication ou l'usage de faux poids et mesures.

ne valent, en Valais, qu'une amende dont le sommet ne peut déborder 200 francs, ou un emprisonnement qui peut s'étendre à 6 mois : amende de 100 à 600 francs, ou réclusion de 1 à 10 mois, tranche le législateur vaudois.

A ce propos, il n'est pas sans intérêt de rappeler que le rapport vaudois de 1842 établissait, entre les auteurs de délits condamnés à la réclusion ou à l'emprisonnement, une espèce de distinction d'après la « nature de la criminalité », et que cette distinction, ainsi que l'a justement observé Stooss (op. cit. p. 314) n'est pas sans évoquer la distribution moyenâgeuse en chose honnête et chose déshonorable. C'est ainsi qu'il conviendra de remarquer, notamment, que le vol, le détournement, la fraude, sont menacés, non point de la prison, mais toujours de la maison de force. Il faut ici relever, après le savant Professeur, la conception vraiment originale de la peine vaudoise de l'emprisonnement, qui est établie comme une peine parallèle à la réclusion, qui est prononcée dans des affaires non déshonorantes, même de nature grave et pour une longue durée, par exemple en cas de voies de fait avec issue mortelle, pour 10 mois à 15 ans. Cette conception explique aussi que la peine de la réclusion peut être appliquée, dans le canton de Vaud, en opposition avec la règle des autres codes, même pour 1 jour seulement.

Nous pourrions donc inscrire assez abondamment, dans un tableau comparatif, des amendes sans commune mesure entre Vaud et nous, et des menaces de réclusion se substituant à notre emprisonnement, par exemple pour les offenses publiques aux bonnes mœurs, les lésions corporelles, la violation de domicile, aggravées par certaines circonstances, les menaces dangereuses, etc. Disons encore que, si les deux codes punissent l'un et l'autre l'enlèvement des mineurs de la réclusion pouvant durer 5 ans, le nôtre y ajoute une amende qui peut s'élever à 200 francs, tandis que le texte vaudois ne la prévoit pas inférieure à 300, et permet de la porter jusqu'à 4000 ! Et ainsi de suite.

Allons-nous donc nous précipiter à conclure que notre régime des peines est original, que, par l'application, nous avons fait des sanctions ramassées ailleurs un dispositif personnel et valaisan ?

Point du tout. Si nous avons pris l'arme au code vaudois, nous l'avons chargée le plus souvent du contenu de la loi neuchâteloise, quand nous n'avons pas été le tirer jusque de la vieille loi sarde de 1839.

Pour ce qui a trait à celle-ci, je dirai seulement, à titre d'illustration, que nous lui devons la disposition et la peine de l'article 125 (prison jusqu'à 3 mois pour l'agent qui refuse illégalement d'agir sur la réquisition de l'autorité compétente), et de l'article 128 (amende à qui refuse son ministère lorsqu'il en est légitimement prié, — sauf à remplacer les 100 livres de Savoie par 80 francs de notre monnaie) ; que nous avons imité sa mansuétude à l'égard du faux monnayeur lorsque la valeur intrinsèque de la monnaie falsifiée est égale ou supérieure à celle de la monnaie véritable, — sauf que nous appliquons le minimum de la peine où le législateur sarde la diminuait d'un degré ; que nous pouvons punir le faux serment, en matière civile, à son exemple, d'un emprisonnement allant jusqu'à 2 ans, que nous lui avons pris le même maximum de la même peine pour l'infliger à l'auteur d'un homicide involontaire ; nous y avons ajouté l'amende jusqu'à 500 francs dans l'un et l'autre cas, en la copiant d'ailleurs, là sur le minimum vaudois, ici sur le maximum neuchâtelois.

Ainsi, nous nous écartons plus d'une fois aussi des peines statuées par le code sarde, mais ce n'est pas à dire encore que ce soit pour demeurer dans une ligne traditionnelle ou pour faire œuvre créatrice.

Le plus souvent, notre rédacteur a recueilli ses éléments de la répression dans quelque'un de ses livres préférés. Il les a émoussés ou aiguisés suivant de subtiles combinaisons, il a composé fréquemment avec une sorte d'art. Et je ne l'ai point surpris toujours dans son industrie ! Il est vraisemblable qu'il a dû trouver son secours dans quelques monuments qui me sont échappés, (parfois aussi, mais rarement, c'est la Commission législative qui a modifié la peine prévue) : C'est ainsi, par exemple, qu'il punit d'amende jusqu'à 50 francs le port de fausses clés, alors que le code sarde, littéralement et exclusivement rapporté, prévoyait la prison jusqu'à 6 mois. Mais, le plus souvent, il se contente d'un léger décalage, ou s'applique à d'habiles découpages :

Le code sarde punissait le duelliste qui a proposé le défi, entre autres peines (prison, privation des droits politiques), d'une amende d'au moins 500 livres ; nous incorporons la norme, mais retouchons le chiffre et fixons 500 francs comme maximum. Nous admettons son article réprimant le fait de celui qui, dans les enchères, écarte frauduleusement les acheteurs ; mais, au lieu de la prison

jusqu'à 6 mois et de l'amende jusqu'à 2000 livres, nous ne prononçons qu'une amende jusqu'à 500 francs. Nous lui prenons ses dispositions sur le crime de castration, mais nous en mitigeons encore la peine (qui est d'ailleurs celle du code français) : la réclusion pour 30 ans nous semble suffisante où lui paraissaient convenir les travaux forcés à perpétuité, et la réclusion à vie dans le cas où il punissait de mort la castration suivie de mort. De même notre article 263 sur la séquestration illégale est son pur article 242 ; mais où celui-ci réduit la prison au minimum d'un an (lorsque le séquestré a été remis en liberté dans les 3 jours), nous installons un maximum de 6 mois.

Ces démarquages cependant sont fort simples. Nous avons vu, pour l'homicide involontaire et le faux serment, à l'aide de quels éléments hétérogènes le Valaisan est arrivé à former sa peine. Considérons encore certaines espèces instructives : Neuchâtel punissait l'enlèvement de mineurs d'une détention de 3 mois à 3 ans, sans amende, et Vaud d'une réclusion de 3 mois à 5 ans, avec amende de 300 à 4000 francs : Nous nous arrêtons à un moyen terme : réclusion jusqu'à 5 ans et, pour concilier les extrêmes, 0 et 4000, amende jusqu'à 200 francs. De même, notre législateur s'approprie la définition française de l'abus de blanc-seing, recopiée des codes sarde et neuchâtelois. Quelle sanction choisira-t-il ? Le code sarde posait la prison pour 6 mois au moins, et l'amende de 2000 livres au plus ; le code neuchâtelois ignorait l'amende, mais précisait que la privation de liberté devait être de 3 mois à 3 ans : Le code valaisan fait la synthèse : prison de 3 mois à 3 ans, avec une amende qui pourra s'élever à 1000 francs.

Nous nous arrêtons là sur une disposition neuchâteloise excellente à nous avancer dans notre démonstration.

Nous avons posé en fait que la peine valaisanne est le plus souvent, par sa nature et sa dose, la peine neuchâteloise même. Il se trouve bien parfois quelque divergence numérique, cela va de soi quand on songe aux origines mêlées dont notre code a tiré la vie. Mais l'exception n'infirme pas la règle. Je la maintiendrai, en extrayant cependant de l'exemple du blanc-seing à l'instant retenu les 2 réserves fondamentales suivantes : La peine du Valais est celle de Neuchâtel,

adoucie d'une part, en ce sens qu'on en supprime d'ordinaire tout minimum ;

aggravée d'autre part en ceci, qu'on la cumule fréquemment avec une amende.

Les preuves de ma proposition à deux chefs ne se comptent pas.

Ceux qui participent à un attentat, accompagné d'actes de pillage, contre la sûreté intérieure de l'Etat, sont punis, dans les deux codes pénaux, de la réclusion jusqu'à 15 ans, mais le minimum de la réclusion est fixé à 2 ans par celui de Neuchâtel ; le vol qualifié sera puni, dans certains cas graves (nuit, réunion, armes, effraction, etc.), de la réclusion jusqu'à 10 ans, disons-nous, où notre modèle précisait : de 1 à 10 ans. Il est interdit de faire évader un prisonnier, avec bris et violence, sous peine de réclusion pour 2 ans au plus — et pour 3 mois au moins, de receler un coupable condamné sous peine de prison pour 3 ans au plus — et pour 6 mois au moins, ajoute chaque fois Neuchâtel. La durée de l'emprisonnement flottera entre 3 mois et 2 ans, à Neuchâtel, elle ne sera contenue que par le maximum de 2 ans, en Valais, qui est destinée à l'homicide par imprudence ou à la libération violente de détenus ; le plafond d'une année sera admis, ici comme à Neuchâtel, dans les cas de menace écrite, d'usage frauduleux des marques et poinçons officiels, de stellionat, d'évasion procurée à un prisonnier, mais nous rejetterons l'échelle correspondante des minima de 6 mois, 3 mois, 2 mois, 15 jours ; nous suivrons le code étranger lorsqu'il fixera la limite supérieure de 6 mois pour châtier l'adultère, la prostituée, le mendiant menaçant ou porteur d'armes, de limes ou de crochets, et le diffamateur, mais nous répudierons ses termes inférieurs de 3 mois, de 15 et de 8 jours ; les deux textes menacent également de la prison jusqu'à 3 mois la violation d'une défense légale ou le bris de scellés, l'entrave au libre exercice des droits politiques, et l'obstination de l'officier public à demeurer dans les fonctions dont il a été privé, — mais le minimum sera dans ces deux derniers cas de 10 jours, de 8 dans les premiers, publie-t-on à Neuchâtel ; l'emprisonnement sera de 4 à 15 jours, y insiste-t-on, il pourra être de 15 jours, nous contentons-nous d'affirmer, pour réprimer les infractions à la police des inhumations, le défaut d'assistance à un enfant exposé, la violation de domicile, et le maraudage.

Le même principe vaut pour l'application des amendes : Le Valais fait sien le maximum décrété par le tarif neuchâtelois, mais ne plie pour ainsi dire jamais le juge

aux barrières d'un minimum spécial. Il permet de punir de 50 francs, le maraudage, les infractions aux règlements de police sanitaire et à la police des inhumations, l'indifférence à l'égard de l'enfant trouvé, quand Neuchâtel détermine chaque fois les degrés extrêmes de 15 à 50, 16 à 50, 20 à 50, 25 à 50 francs ; où Neuchâtel encore mesure l'amplitude de l'amende entre 20 et 60 francs, pour l'injure ; entre 30 et 60, pour la violation de domicile ; entre 50 et 200, pour l'arrestation illégale par un fonctionnaire ou pour la vente de drogues et de denrées nuisibles et corrompues ; où il la mesure entre 50 et 300 francs, pour la violation du secret professionnel ; 30 et 500, pour l'incendie par imprudence ou négligence ; 100 et 500, pour l'adultère et l'homicide par imprudence, le Valais préfère des marges bien plus souples et se tenir à l'indication du seul chiffre le plus élevé : il note sur sa liste des peines pécuniaires de 500, 300, 200, 60 ou 50 francs, dans leur pire rigueur, pour tous ces mêmes cas.

Mais si notre code tempère la peine, l'amende, la prison, et même la réclusion, en laissant au juge le dangereux pouvoir de descendre presque toujours jusqu'à leur plus bas degré, il la trempe fréquemment en cumulant la peine pécuniaire avec la peine privative de liberté, que Neuchâtel prononçait exclusivement : Ainsi à l'égard de celui qui déchire des actes officiels affichés, viole un séquestre ou brise des scellés, trouble l'exercice des droits politiques, fait évader un détenu, recèle un condamné, contrefait des marques, poinçons, marteaux, ou s'en sert, porte atteinte à la sacerté du domicile, envoie des menaces écrites, empoisonne des poissons, des volailles, ou des animaux domestiques.

Il se produit parfois aussi, comme avec le code vaudois, une concordance parfaite des textes, que le Valais ne cèle pas sa source, et stipule exactement la peine que stipulait Neuchâtel : Tels sont les cas d'abus du droit d'arrestation et de visite domiciliaire, frappé de 100 à 500 francs d'amende ; de mendicité d'habitude, punie de prison jusqu'à 3 mois ; d'usage illicite du sceau d'une autorité, puni de prison pour 2 mois à 1 an, d'exposition d'enfant, pour 3 mois à 1 an, d'abus de blanc-seing, pour 3 mois à 3 ans ; tel est encore le cas d'altération des clés, puni d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 20 à 50 francs ; et tel le cas de l'avortement, où les gens de l'art qui ont sciemment indiqué ou admi-

nistré les moyens de provoquer l'expulsion du fœtus encouront la réclusion pour 2 à 8 ans, et l'interdiction de leur profession pendant 5 ans au moins et 12 ans au plus.

Rendons-nous donc à la double évidence que toutes nos peines sont, de leur nature, celles mêmes du canton de Vaud et que, pour la grande majorité des cas, nous les appliquons dans la mesure admise par le canton de Neuchâtel, ou dans une mesure complexe, manifestement formée, et assez arbitrairement d'ailleurs, de divers apports étrangers.

Quant à leur mode d'exécution, notre législateur s'est-il davantage soucié d'originalité ?

La peine de mort s'applique chez nous suivant la lointaine inspiration du code français, et à l'imitation directe du code vaudois. Elle s'exécute en public, par décapitation, et ne peut être aggravée par aucune autre peine corporelle. Les corps des suppliciés sont délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil, et hors du cimetière commun (la loi du 24 novembre 1883 a supprimé cette dernière réserve, ainsi que la publicité de l'exécution).¹⁾

Pour le régime de la réclusion, nous avons pris à la Savoie la maison de force et le travail obligatoire prévu par les règlements, à la France l'imposition, aux coupables des crimes les plus graves, des travaux les plus pénibles et, par analogie, le port de la chaîne aux pieds des condamnés à vie, et la dispense de cette aggravation en faveur du condamné qui aurait atteint l'âge de 70 ans accomplis. Notre code n'astreint d'ailleurs aux fers ni les femmes et les filles (cf. Grisons 1851, art. 9), ni les individus qui seraient physiquement incapables de les supporter. (Aujourd'hui, d'après le règlement de 1906, les chaînes

1) La Constitution fédérale de 1874 ayant aboli la peine de mort en Suisse, une loi valaisanne du 24 mai 1876 l'avait rayée du code pénal. Quand, en 1879, la votation populaire rendit aux cantons la liberté de la réintroduire, nous y sommes revenus. La loi du 24 novembre 1883 a rétabli la peine de mort en Valais. Elle s'y applique, en principe, aux crimes suivants : assassinat, parricide, empoisonnement ; meurtre ayant pour objet de produire un autre délit ou d'en favoriser auteurs et complices ; déraillement criminel ou autre accident public, incendie, explosion, tentative de destruction causant mort d'homme.

modifiée par loi du 20 jan. 1925

(fischer) 1/2-1/2

*Blind
confusion*

ne sont plus employées que comme peine disciplinaire et servent par exemple, avec le cachot, à réprimer la tentative d'évasion). A la France encore, nous devons l'article permettant au tribunal d'exposer le condamné à la réclusion perpétuelle sur la place publique, aux regards du peuple, pour une heure de temps, un écriteau pendu à son col portant, en caractères gros et lisibles, ses nom et prénoms, sa profession, son domicile, sa peine, et la cause de sa condamnation. L'idée de mettre le condamné, à sa sortie de la maison de force, sous la surveillance spéciale de la police est une idée française aussi (adoptée à Fribourg comme en Valais), bien que nous en réglions la pratique, cela va sans dire, en tenant compte de notre organisation administrative et politique propre. Notre rédacteur a pris encore, dans le code sarde, le principe de l'interdiction légale du condamné pendant la durée de sa peine, — interdiction devant sortir ses effets dès le moment où elle serait rendue publique dans les formes prescrites par notre code civil valaisan, (la Commission y ajouta le court paragraphe chargeant le rapporteur (P. G.) de pourvoir à la publication) ; il lui a pris également, fond et forme, l'article interdisant au reclus de percevoir, pendant qu'il purge sa peine, aucune somme ou portion de ses revenus, si ce n'est un léger secours alimentaire.

L'emprisonnement a lieu dans la maison de correction ; il peut cependant s'effectuer dans les prisons du district, si sa durée ne doit pas excéder 3 mois. Ces dispositions sont celles du code sarde, sauf que celui-ci permettait la garde dans les prisons «de la province», si la privation de liberté avait été prononcée pour moins de 6 mois. Le code français nous fournit tout aussitôt son article sur la destination du produit du travail des détenus, et le code vaudois sa clause générale renvoyant la réglementation de la discipline, du régime, de l'organisation et de l'administration des établissements pénitentiaires.

Règle excellente : La maison de correction sera nécessairement distincte de la maison de force, et les détenus correctionnellement ne pourront sous aucun prétexte être mêlés et confondus avec les forçats.

Elle est certainement tirée des arguments du «très remarquable» rapport de la Commission du Grand Conseil vaudois sur le projet de 1842, qui «parlait d'or» (cf. Stooss, p. 313 et 315).

Malheureusement, cette règle d'or est restée sur le papier. Le Valais n'avait pas la fameuse « maison de correction » dont plusieurs de ses lois avaient proclamé la nécessité et ordonné l'aménagement. Aussi les dispositions transitoires du code durent-elles prévoir le sursis à l'exécution de cet article 32 dont nous nous honorions, « pour autant qu'elle est incompatible avec l'état actuel des édifices de la maison centrale de détention ». On répéta bien qu'il fallait maintenir une cloison absolument étanche entre les prisonniers et les forçats, mais cette recommandation resta toute platonique. L'article 52 du Règlement de 1870, cité par Stooss (p. 318), révélait dans un jour cru l'entorse au principe : « La séparation ne pouvant guère s'effectuer dans l'état actuel de la maison, on cherchera à séparer autant que possible les détenus des deux classes ». Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Le Règlement de 1870 a été remplacé par celui du 19 juillet 1899. Celui-ci édicte : « Le régime pénitentiaire comprend la maison de détention et les prisons préventives. Les condamnés à la réclusion et à un emprisonnement de plus de six mois sont enfermés dans la maison de détention. Les condamnés à un emprisonnement ne dépassant pas six mois, ainsi que les prévenus, sont enfermés dans les prisons préventives » de Brigue et de Martigny (art. 1-3). Ainsi, les dispositions formelles de notre législateur de 1857 sont demeurées de généreuses rêveries. Notre règlement a beau faire, et prétendre qu'un des buts de ces établissements est « de supprimer tout contact entre les prévenus et les condamnés à une peine légère, avec les condamnés à un emprisonnement prolongé et à la réclusion », il n'empêche que c'est ce contact entre les prisonniers et les reclus même que notre code décrétait de fuir à tout prix, et que nous devions rigoureusement installer, distincte de la maison de force, une maison de correction.

La création de cette maison de correction dans les nuées, de ce château en Espagne serions-nous presque fondés à dire, a, depuis plus de 100 ans, hanté le cerveau de notre législateur. Mais cet édifice mental n'a jamais réussi à jeter ses assises dans la réalité : Curieuse destinée d'un asile si longtemps et si fortement proclamé précieux, indispensable, dont la construction fit couler tant d'encre, et ne trouva jamais la plus petite pierre !

Tout au début du XIX^{me} siècle déjà, la Diète avait, avec une perspicacité qui lui fait honneur, légalement an-

noncé l'excellence et la nécessité d'un établissement, qui servît de maison de correction aux enfants et pupilles «dont le libertinage et l'indocilité ne pourraient être réprimés par l'autorité paternelle et tutélaire», et permit de «prévenir d'avance, que les premiers désordres des jeunes gens ne les conduisent à des excès plus coupables, et ne les entraînent même au crime, s'ils ne sont pas arrêtés de bonne heure»; où il conviendrait également, «pour le maintien de la police, pour la réformation des mœurs et pour la graduation équitable des peines», d'enfermer ceux «qui n'étant pas endurcis au crime, sont susceptibles d'être ramenés à une conduite régulière par l'habitude du travail», et ceux «qui n'ayant pas encouru des peines plus graves, mais étant reconnus incorrigibles, doivent être mis hors d'état de nuire à la société».

Ainsi en 1803, plus de 100 ans avant la présentation du projet de code pénal suisse, la législation valaisanne avait adopté, en théorie : la réclusion, l'emprisonnement, l'internement des délinquants d'habitude, le renvoi dans une maison d'éducation au travail, et la colonie correctionnelle pour les adolescents !

Tirant la conclusion pratique de ses prémisses, la Diète avait autorisé le Conseil d'Etat à établir une maison de correction pour les hommes, et une pour les femmes. Y devaient être reçus les condamnés à la détention pour un temps limité ou illimité, et les jeunes gens des deux sexes «dont l'inconduite, la dissipation et les débauches mériteraient punition ou répression, quoi qu'ils ne fussent pas dans le cas d'être repris par les tribunaux criminels, ou de police correctionnelle».

La Diète ne se cachait pas que «ce n'est qu'avec du temps, et de l'expérience, qu'un pareil établissement¹⁾ peut

1) Les hommes y porteraient un bas noir et un bas blanc ; les femmes un bonnet moitié noir et moitié blanc ; l'habillement des uns et des autres serait également moitié noir et moitié blanc, et tout du drap du pays non teint. La nourriture y devait être une soupe le matin et le soir, et une quantité suffisante de pain et d'aliments grossiers. Les détenus seront employés, poursuivait la Diète, à des travaux soit dans l'intérieur de la maison soit dehors, au profit de l'Etat ; celui-ci peut les concéder à des communes ou à des particuliers pour les faire travailler, et leur salaire sera appliqué à l'entretien de la maison. Les biens de ceux sur lesquels la confiscation aura été prononcée seront dévolus à la maison ; les tribunaux prononceront, lorsqu'il n'y a pas lieu à confiscation, les cas où les dé-

atteindre le but moral auquel il est destiné». Il est d'autant plus regrettable que l'assemblée législative de 1857 ait abandonné ce premier essai de mesures de rééducation et de sûreté, auquel l'avenir devait reconnaître un si grand prix.

Mais voyons l'application des autres peines.

C'est au code vaudois que nous avons demandé sa capacité du bannissement, extensible au territoire du canton ou de la Confédération, et la possibilité de le commuer de plein droit en un emprisonnement, lorsqu'il ne peut recevoir son exécution. C'est au code vaudois encore que nous avons demandé sa nomenclature des droits dont la privation, générale ou spéciale, peut être considérée comme une peine ; c'est à lui que nous avons demandé la disposition d'après laquelle toute condamnation à la peine de mort ou à une réclusion de plus de 10 ans devait emporter de plein droit cette déchéance (notre Commission réservant sauve la disposition de l'article 19 du code civil valaisan, qui déterminait les effets de la condamnation à mort). Ce n'est pas à sa suite, pourtant, mais à celle de Fribourg, que nous avons ajouté que, dans tous les autres cas, les tribunaux ne pourraient prononcer la privation totale ou partielle des droits honorifiques, si elle n'était autorisée ou ordonnée par la loi. J'ignore si c'est de notre

tenus devront supporter les frais de leur détention. Ceux d'entre eux qui s'évaderaient, s'ils étaient enfermés à vie, seront mis aux chaînes et recevront 50 coups de bâton, et le double en cas de récidive ; ceux dont la détention était à terme paieront une amende de 60 francs et seront détenus pendant un temps double de celui qu'il leur restait à achever ; en cas de récidive, l'amende sera double, le temps de détention triple, et à la troisième évasion la détention sera perpétuelle.

Pour les jeunes gens de mauvaise conduite, ils pourront être enfermés dans la maison de correction, avec ou sans obligation de travail dans l'intérieur de la maison. La détermination de la durée de la détention, et de la nature et mesure du travail, sera prononcée par une assemblée de parents, présidée par le juge local, sur la proposition des pères et mères ou curateurs, et l'avis de sept parents au moins confirmé par celui du juge. Une pareille assemblée peut toujours changer ou abréger la punition imposée. Les parents sont tenus de payer les frais et la pension du détenu, sous la déduction du prix de son travail, s'il en fait au profit de la maison. Cette détention, comme « correction de famille », ne porte aucune atteinte à l'honneur du détenu.

Il y a là d'excellents principes dont on pourrait s'inspirer encore heureusement aujourd'hui.

propre chef que nous avons décrété l'emprisonnement jusqu'à 3 mois pour celui qui enfreindrait la défense faite d'exercer tel de ces droits, office, emploi, profession, industrie ou négoce.

Pour l'amende, nous avons copié le code vaudois, aux chiffres près : Où son maximum était 6000, nous avons dû descendre à 3000 ; où il prévoyait un minimum d'un franc, nous n'en avons point indiqué ; où, en cas d'insolvabilité, il ordonnait la conversion en prison à raison d'un jour pour 3 francs d'amende, et dans tous les cas jusqu'à une année seulement, nous avons écrit 2 francs d'amende, et 6 mois de prison. Nous avons copié dans le code vaudois, sans en changer un iota, son article autorisant la saisie et la confiscation, soit du corps, soit du produit, soit des instruments du délit.

Nous n'avons pas fixé le point de départ des peines temporaires, compris le sursis à l'exécution les dimanches et jours de fêtes, autrement que le code pénal français, et n'avons pas compté les délais pénaux (jour et mois) autrement que le code vaudois et le code sarde. La maxime que les fautes et les peines sont personnelles n'est rien qu'un souvenir du code pénal helvétique (art. 211) ; la réserve du transport des effets pécuniaires des condamnations irrévocables aux héritiers du délinquant défunt n'est qu'une adaptation du code sarde. Toute la part active de notre législateur à ce chapitre se résume à son dernier article, où il a prévu que, comme pour l'amende, de même les frais qui ne seraient pas payés en argent seraient convertis en jours de prison. La Commission du Grand Conseil fit passer, en deuxième débats, un paragraphe inutile, proclamant qu'il en serait ainsi dans le cas où l'accusé ne serait condamné « qu'à une partie ou à la totalité des frais ».

Notre code valaisan publie aussi le principe (art. 7) que la condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et des dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties : c'est le texte même du code français, incorporé aussi dans les lois sarde, vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise.

Disons enfin brièvement que nos peines de police, arrêts (il les appelle prison civile), amende et confiscation, nous viennent tout droit de Neuchâtel, que nous en avons repris la mesure maximum (3 jours pour les arrêts, 15 francs pour l'amende), l'interdiction de cumuler les arrêts et l'amende, et la définition de la récidive dans le domaine des contraventions.

V.

Les Délits.

1. — Infractions au respect dû à la religion de l'Etat :

L'article 101 de notre projet empruntait à Neuchâtel ses éléments de fait, au code vaudois sa peine de prison jusqu'à 6 mois, et d'amende, que nous avons arrêtée à 300 francs au lieu de 400. La sanction parut dès l'abord insuffisante à un parlement reconnaissant le catholicisme comme religion d'Etat, et le maximum de l'emprisonnement fut monté à 10 ans.

Cet article devait cependant donner lieu (ce fut même un des seuls), dans le sein du Grand Conseil et de sa Commission, aux plus vives discussions. Un député avait proposé d'y faire entrer les articles 160, 161, 162 et 164 du code sarde. La Commission finit par demander de s'en tenir au projet, et d'exclure les dispositions sardes, «qui introduiraient des peines contradictoires pour le même délit (réclusion ou emprisonnement) et renverseraient la base admise pour la graduation des peines. Si l'on veut, disait-on, punir les délits en question non comme délits, mais comme péchés, il faut alors recourir à l'ancienne législation et prononcer des peines infiniment plus sévères. Ce qui pourrait amener la Confédération à nous faire réformer notre code pénal. Du reste nous ne pouvons pas forcer quelqu'un d'adopter les dogmes des catholiques». On s'accorda enfin à maintenir l'article du projet avec ses amendements, et, pour tenir compte des observations de ceux qui avaient réclamé l'insertion des dispositions sardes, on ajouta à l'article valaisan «un alinéa pour prévoir et punir le sacrilège en y portant le maximum de la peine à une réclusion de 15 ans». Notre article 102 est donc le produit indigène de ce long débat.

2. — Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la paix et l'ordre publics.

Les crimes et délits contre la sûreté extérieure et intérieure, contre la tranquillité et l'ordre constitutionnel de la Confédération, et contre les Etats étrangers, étaient traités dans le détail par le code vaudois, introduit 10 ans avant le code pénal fédéral. Nous pouvions, en 1857, faire

comme Neuchâtel, et décider, dans les mêmes termes, qu'ils seraient punis conformément aux lois pénales de la Confédération.

Crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat : Nous avons suivi Neuchâtel encore, et distingué avec lui suivant que l'attentat provoquerait une intervention de la force armée fédérale (on renvoie alors à l'article 52 du Code pénal fédéral), ou non. Dans ce dernier cas, nous avons copié ses distinctions successives (tirées elles-mêmes du code vaudois) entre l'attentat manifesté par des actes préparatoires, par des actes d'exécution, ou par des actes de pillage, d'incendie ou de violences graves, entre le sort du chef, et celui des participants. Nous avons, avec nos devanciers, assimilé au chef le fonctionnaire usant de son autorité pour faciliter ces délits.

Notre définition de la rébellion a été déduite du code sarde, mais a été fort simplifiée. Nous faisons la différence, suivant le mode français, entre les chefs et ceux qui les suivent, entre la réunion armée et celle qui ne l'est point, et nous appliquons l'article français aggravant la peine des personnes qui, faisant partie d'une réunion non réputée armée, seraient munies d'armes cachées. Nous suivons ensuite le code vaudois égalant le fonctionnaire fauteur au chef, et permettant de libérer absolument ceux qui, faisant partie de l'attroupement séditieux sans en être les instigateurs, s'en retirent sur la sommation de l'autorité ou font tous leurs efforts pour empêcher les dommages. Nous ne nous écartions pas en ceci des principes français, nous les appliquons plus directement en punissant le délit commis à l'occasion d'une rébellion de sa peine particulière, si elle est plus forte que celle de la rébellion.

La disposition mère du code valaisan sur la résistance et les voies de fait envers l'autorité est imitée du code neuchâtelois. Nous avons ensuite prévu divers degrés dans la gravité des faits violents, et formulé à nouveau les causes de rigueur qu'il eût mieux valu poser en règle une fois pour toutes : usage des armes, et peine du délit le plus grave appliquée avec aggravation en cas de concours matériel de délits.

Nous avons d'ailleurs minutieusement individualisé tous ces délits envers les agents publics, et continué d'étudier les menaces et les outrages envers eux, en distinguant selon qu'ils sont graves ou non, et destinés à un fonctionnaire supérieur ou subalterne. Ces dispositions ne nous

sont certainement point particulières, encore que je ne sache pas avec quels codes nous les ayons en commun. C'est, cependant, le projet vaudois qui nous a suggéré de permettre la preuve du fait imputé concernant la vie publique de l'agent outragé, et le code neuchâtelois qui nous a légué sa rédaction de l'outrage constitué par la lacération ou la dégradation des affiches officielles.

Le sixième chapitre de ce titre contient 4 articles, de sens et de provenance très hétéroclites. Le premier touche l'agent de la force publique qui refuse d'agir sur la réquisition qui lui a été faite par l'autorité administrative ou judiciaire, puis le citoyen en général, qui refuse de prêter secours à un agent de la force publique lorsqu'il y est légalement invité : Le premier paragraphe est sarde, le deuxième est neuchâtelois. L'article punissant la violation d'une défense spéciale ou d'un séquestre légalement notifié, et le bris de scellés apposés par l'autorité, nous l'avons copié sur Neuchâtel, qui n'avait pas mal fait de condenser les trois articles correspondants du code vaudois. C'est au code vaudois directement que nous sommes retournés prendre la répression de l'exercice illégal d'une profession, d'une industrie ou d'un négoce, et au code sarde, mot à mot, la menace contre celui qui, légitimement requis à raison de l'art ou de la profession qu'il exerce publiquement, refuse, sans de justes motifs, de se présenter et de donner son avis, ou de prêter son ministère. Le projet valaisan introduisait encore dans ce chapitre les mesures applicables aux témoins refusant de comparaître. Cette disposition a disparu : elle était parfaitement inutile, l'article 151 du code de procédure pénale (1848) ayant explicitement réglé le cas.

L'origine de notre bref chapitre sur la rupture de ban remonte au code vaudois. Nous formons cependant la peine en distinguant selon que l'étranger avait été expulsé ensuite d'une condamnation pénale, ou par mesure de police.

Pour les délits commis par les fonctionnaires, employés ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, le projet valaisan avait voulu trop bien faire, mais a péché par défaut de méthode. Il était parti pour simplifier les dispositions trop longues, trop détaillées, trop dispersées des codes vaudois et neuchâtelois, et avait posé d'abord un grand article en 10 alinéas dans lequel il tâchait, en phrases générales, de ramasser toute sa matière.

C'est ainsi qu'il y comprenait les fraudes, la corruption et la concussion, la destruction et le détournement de titres, auxquels Vaud et Neuchâtel consacraient des articles spéciaux, très disséminés (349, 345, 334 ; — 77, 70, 75, 68). Dans son zèle à faire clair et complet, il est allé jusqu'à scinder l'article neuchâtelois sur la corruption, et à demander à Fribourg sa disposition de principe réprimant toute violation, avec intention, des devoirs de fonction ; il y amoncela encore l'exercice, par le fonctionnaire, d'une profession incompatible avec son emploi, la violation du secret de fonction, l'excès ou l'abus de pouvoir. En dépit de son application à tout embrasser dans ce large et souple article, notre code n'a pu se garder pourtant de retomber ensuite dans l'imitation littérale des modèles avec la méthode desquels il avait délibérément rompu, sans souci de la tautologie ni du déséquilibre qu'il produisait. Neuchâtel avait reçu, en les exprimant parfois un peu différemment ou en les complétant, les dispositions du code vaudois. Nous avons rapporté tour à tour, soit le texte vaudois, soit le texte neuchâtelois : ils se confondent, ou ils alternent, dans l'exposition de toute cette casuistique contenant les actes de violence et les mauvais traitements à l'égard d'un détenu, le commerce illicite « avec une personne du sexe » confiée à la garde ou à la conduite de l'agent de la force publique, l'arrestation ou la détention illégales d'une personne par un tel agent, l'arrestation et la visite domiciliaire opérées abusivement par un magistrat compétent, l'obstination à continuer l'exercice des fonctions enlevées, ou à retenir les archives, sceaux, ou autres objets appartenant à l'office. C'est dans le code neuchâtelois que nous avons enfin copié la forme des mesures accessoires : destitution du fonctionnaire et privation des droits civiques éventuelles, confiscation des dons et profits illicites, circonstance aggravante tirée de la qualité de fonctionnaire, dans le cas d'un délit commun survenu à l'occasion des fonctions exercées.

Délits relatifs à l'accomplissement des droits politiques : Ce chapitre est un miroir assez fidèle des dispositions correspondantes françaises, réfléchies aussi, pour une part, dans le code neuchâtelois. Nous en avons disposé un peu autrement les espèces, nous avons supprimé l'achat et la vente des suffrages, nous contentant de menacer généralement le citoyen qui aurait dénaturé, d'une façon illicite quelconque, le résultat du scrutin, et nous avons

établi une table de peines à nous. Nous avons notamment additionné l'amende avec la prison et la privation des droits politiques, et renoncé à la dégradation civique. (La loi cantonale du 23 mai 1908 sur les élections et les votations remplace aujourd'hui, avec un luxe de 96 articles les 3 paragraphes anciens du code pénal).

copié sans doute
L'évasion des prisonniers et le recèlement des coupables, nous les réglons d'une manière analogue, sinon presque identique, à celle des codes vaudois et neuchâtelais, derrière lesquels apparaît d'ailleurs la réminiscence française ; nous avons ici résolument rejeté le code sarde. La libération d'un détenu est punie plus ou moins rigoureusement suivant la qualité de l'acte, ou celle de l'acteur, qui l'a produit. La peine est plus forte si l'évasion est procurée avec bris, violence, à main armée, ou par un fonctionnaire chargé de la garde ; celui-ci verra sa peine diminuée s'il n'est coupable que de négligence et d'imprudence : ceci est copié, trait pour trait, dans le code vaudois ; nous copions ensuite dans celui de Neuchâtel les menaces légales à l'adresse du détenu qui s'évade ou tente de s'évader violemment, puis à l'adresse de qui recèle les personnes évadées, exception faite des parents. Ici notre Commission législative a mis quelque chose du sien, précisé qu'elle entendait frapper le recel d'une personne que le fauteur savait avoir été condamnée à la réclusion, et déclaré que le juge réduirait la peine de moitié pour ceux qui secourraient le coupable à éluder les recherches et l'action de la justice.

Notre code insère en ce lieu un chapitre — un article — pour interdire l'exercice arbitraire d'un droit. *Beffle*

Il s'occupe ensuite du vagabondage et de la mendicité. Il s'en est fallu de peu, lors de la discussion du projet, que ces dispositions fussent biffées. Ce n'est pas que notre législateur ne se préoccupait point de cette plaie sociale, au contraire ; les mesures contre les gueux ont abondé chez nous dès le XVI^{me} siècle. Nous avons à peine recouvré notre indépendance, en 1802, que la Diète valaisanne y revenait encore : le 24 mai 1803 elle décidait d'établir une maréchaussée pour la poursuite des vagabonds ; le 30 mai, elle édictait une loi sur la mendicité, qui n'était tolérée qu'à de strictes conditions.¹⁾ Mais aujourd'hui, on

1) Considérant que la tolérance sans mesure de la mendicité ne sert qu'à favoriser la fainéantise et à multiplier tous les vices qui

hésitait à introduire dans le code pénal une matière qu'il paraissait suffire d'abandonner à la compétence des autorités locales. Ce chapitre fut l'un des rares à subir la discussion. Les députés finirent pourtant par l'admettre, après avoir fait précéder le texte qui leur était proposé, de cet article original, qui conciliait les opinions : La répression du vagabondage et de la mendicité (sauf aggravation spéciale), et de leur première récidive, est de la compétence des tribunaux de police. C'est la seconde récidive seule qui constitue un délit, poursuivi d'office devant les tribunaux correctionnels. Les dispositions que le Conseil d'Etat soumettait à l'agrément du parlement étaient, à quelques légères dissidences près, celles du code neuchâtelois, inspirées elles-mêmes du code français et reproduisant, par exemple, sa fameuse définition des gens sans aveu. En Valais comme à Neuchâtel, le vagabond est d'abord reconduit dans sa commune, ou expulsé du territoire s'il est étranger, et mis en prison en cas de seconde récidive. Les mendiants d'habitude (nous avons ajouté en deuxièmes débats : valides) ne sont pas traités autrement lors de leur seconde récidive. Tous les mendiants (nous spécifions : même invalides) qui useraient de menaces, feindraient des infirmités, se serviraient de faux certificats, porteraient armes, limes ou crochets, seront punis d'un emprisonnement qui pourra être le double de celui prévu dans le cas ordinaire.

Les délits contre la santé publique (vente consciente de drogues, boissons, denrées corrompues ou nuisibles), et les infractions à la police des inhumations, correspondent, à quelque mot ou à quelque chiffre près, étroitement

en dérivent ; que néanmoins le véritable pauvre qui est incapable de travail, ou à qui son travail ne suffit pas, mérite des égards, et qu'en lui refusant la faculté de solliciter la charité publique, on risque de le réduire à des extrémités funestes pour lui et la société, la Diète ordonna qu'il serait interdit à chacun de mendier hors du territoire du dixain de son domicile sous peine d'être mis en prison (4 heures d'abord, puis 6, puis 8 la troisième fois, avec l'obligation d'avoir les cheveux coupés), et d'être reconduit chaque fois par la maréchaussée jusqu'au chef-lieu de son domicile. Les conseils de chaque commune devaient cependant remettre au conseil de leur dixain la liste des pauvres locaux qui seraient dans le cas d'avoir la permission de mendier : Le pauvre inscrit sur cette liste (rendue publique), et muni d'une patente du conseil communal (renouvelable d'année en année), était autorisé à mendier dans son dixain.

à tout ce que prescrit Neuchâtel, et, de façon plus lointaine, aux dispositions vaudoises. Nous distinguons la simple vente dolosive des marchandises, et la vente suivie de maladie grave, d'infirmité, même de mort ; nous réservons toutes les infractions et toutes les lois spéciales. Neuchâtel nous donne, directement, tout ce qui a trait aux inhumations et exhumations illicites, ainsi qu'au recel, Vaud ce qui touche à la soustraction, de cadavre. L'état des peines neuchâteloises et valaisannes, parfois très voisines, le plus souvent communes, parachève la concordance frappante de ces chapitres. Pour régler les entraves à la liberté des enchères, nous avons découpé dans le code sarde, en revisant la sanction qui nous paraissait trop dure.

3. — Délits contre la foi publique :

Du code sarde encore nous vient, par filiation directe, presque tout le chapitre sur la fausse monnaie. Comme lui nous punissons la contrefaçon, lors même que la valeur intrinsèque de la monnaie fabriquée serait égale ou même supérieure à celle de la monnaie véritable, et, comme lui, l'altération, l'importation et l'émission, comme lui encore, la fabrication ou la détention des instruments et des outils propres au faux monnayeur. Le code neuchâtelois, qui nous avait déjà donné toute prête la peine promise à celui qui fabrique la monnaie fausse, nous détermine encore à doubler les peines lorsqu'il y a eu association des trafiquants, à punir d'une amende six fois multipliée (Neuchâtel disait : de 3 à 7 fois) celui qui, en connaissant le vice, remet en circulation la monnaie altérée qu'il a reçue pour bonne, à confisquer et, s'il le faut, détruire les instruments et les matières destinées à toute sorte de falsification. Le code vaudois connaissait aussi, à la lettre ou en esprit, la plupart de ces mesures.

Le code valaisan punit ensuite la contrefaçon de sceaux publics, marteaux forestiers, fers servant à la marque du bétail, et l'usage illicite de tels effets, contrefaits ou véritables ; il punit, avec les mêmes distinctions de fait, l'imitation et l'emploi d'un marteau forestier particulier ; il punit, sur plainte, celui qui appose sur les produits de son industrie la marque d'autrui pour des produits du même genre : tout cela se trouvait dans le code neuchâtelois. Le code vaudois avait des dispositions similaires. C'est en mêlant ces deux sources que nous avons achevé ce chapitre, sans en redouter un peu de désordre : Notre pro-

jet avait transporté du code vaudois les articles punissant celui qui contrefait le sceau de l'Etat servant à marquer le papier timbré (nous avons supprimé le membre : et les cartes), se sert indûment du vrai timbre, ou blanchit du papier timbré déjà écrit ; il avait adopté de même son article réprimant la fabrication et l'altération des poids, mesures et balances, ainsi que leur usage frauduleux ; le Grand Conseil a jugé bon d'ancrer ici cette disposition, partiellement dictée par la loi neuchâteloise, que les contraventions à la loi fédérale sur les poids et mesures seraient poursuivies et punies conformément à cette loi.

Le chapitre sur le faux en écriture est une combinaison, toujours, des codes neuchâtelois et vaudois, très étroitement suivis. C'est à Neuchâtel que nous avons demandé l'énumération des diverses formes du faux, matériel (le code sarde les exprimait aussi de même, au pied de la lettre), et intellectuel (nous avons ici adjoint la supposition de personnes, tirée des codes sarde et français). Quant au tableau des espèces aggravées ou privilégiées, il procède du code vaudois en ce qui concerne le faux en écriture authentique et ses dérivés (lettre de change, billet à ordre, effets de banque ; — nous avons tracé : testament olographe), le faux en écriture privée avec les dispositions pratiques sur la fabrication sans l'usage et sur la destruction spontanée, l'identification de l'abus de blanc-seing et du faux écrit privé ; il procède du code neuchâtelois en ce qui concerne l'aggravation en cas de faux commis par un fonctionnaire ou un officier public dans l'exercice de sa charge, le faux commis dans un passeport ou un certificat, et l'assimilation, quant au choix des peines, de l'usage de la pièce fausse à sa fabrication.

Les dispositions sur le faux témoignage nous viennent directement des textes sarde et vaudois et, en deuxième main, du code neuchâtelois. Ces diverses lois ont toutes été engendrées par le code français de 1810, dont le degré de la peine est mesuré selon que le faux témoignage a été déposé en matière criminelle, correctionnelle ou de police, civile enfin, et qui réprime également le faux serment devant les tribunaux civils. Nous couronnons l'édifice en appliquant les peines prévues, non seulement au suborneur (d'après le code français), mais aux experts également (d'après le code sarde), et en exceptant des dispositions légales ordinaires (sagement, et d'après le code vaudois), le faux témoin et l'expert qui se rétractent spon-

Amstiffer

tanément, comme encore toute personne qui, en déclarant la vérité, aurait compromis son honneur ou celui d'un de ses proches, ou aurait exposé elle-même ou l'un d'eux, à une condamnation pénale.

On sait que le stellionat, dont tous les modes étaient soigneusement punis par la tradition valaisanne depuis les premières lois écrites des XV^{me} et XVI^{me} siècles, et que le Conseil d'Etat, en juin 1856 encore, déférait aux tribunaux correctionnels,¹⁾ n'avait pas été prévu par notre projet de 1857. C'est la Commission du Code pénal qui nous dota de deux articles arrachés au code neuchâtelois. Le législateur avait, en deuxième lecture, ajouté la précision : « sciemment », au texte qui lui était présenté : aujourd'hui je m'étonne que le mot ait été escamoté, et ne soit point imprimé dans le code pénal.

4. — Délits contre les mœurs.

L'attentat aux bonnes mœurs (ce chapitre est actuellement modifié par la loi du 17 mai 1909) pouvait se commettre, dans notre code, soit par des actions obscènes, soit par des discours, des écrits, des chansons, ou par l'exposition publique de figures obscènes : notre rédacteur s'était éclairé du code vaudois. Le délit pouvait se commettre aussi « en entretenant un commerce illicite avec scandale public » : ce cas ne figurait pas au texte vaudois, ni dans notre projet ; il était mentionné par le code sarde : c'est d'où notre Commission s'en fut l'extraire, pour le faire accepter en deuxième débats. Nous punissons la prostitution, comme Vaud et Neuchâtel ; mais nous n'avons pas cru bon de suivre la distinction du code vaudois déclarant que la prostituée étrangère ne pourrait être poursuivie que sur dénonciation du préfet, encore moins l'indication de son projet, qui voulait l'expulser. Toujours dans le sillage de Vaud et Neuchâtel, nous punissons (moins que dans le code vaudois, et plus que dans le neuchâtelois) qui favorise la débauche, soit en corrompant des personnes de l'un ou l'autre sexe, soit en facilitant un commerce honteux, et nous aggravons la peine quand la prostitution ou la corruption ont été excitées ou facilitées par quelqu'un (ascendant, tuteur, maître etc.) ayant charge d'âme. L'ascendant pourra d'ailleurs être déchu de la puissance

1) Voir Procès-verbaux des séances, 3 juin 1856.

paternelle. Il sera possible de doubler la peine envers un proxénète qui s'en serait pris à un enfant de moins de 15 ans (c'est la limite française ; Neuchâtel la portait à 16 ans).

Dans le même chapitre, le Dr Cropt avait rédigé deux articles inspirés de Fribourg : L'un permettait de punir la troisième grossesse illégitime de prison ou d'amende. Après discussion (un honorable membre allait jusqu'à exiger la punition de la première grossesse), cet article fut rayé du code, et remplacé par une loi spéciale dont la discussion commença, le 26 mai 1858, aussitôt que l'ensemble du code eut été adopté.

L'autre article punit l'inceste (en ligne directe, et jusqu'au 3^{me} degré inclus de consanguinité en ligne collatérale) d'une peine dont la faiblesse n'a pas été sans étonner un peu les auteurs, tel Schnell, qui écrivait à propos du châtimement des infractions au respect dû à la religion catholique : « Wenn Wallis so schwere Strafe ansetzt, während Schaffhausen (und andere) darin nur die Verletzung der einer Religionsgesellschaft schuldigen Achtung sehen, so passt es sehr wenig wenn Wallis das enge Verhältniss zwischen Glauben und Sittlichkeit völlig ignorirt und so geringe Strafe auf Blutschande setzt ». Mais Pfenninger, qui donne la citation (p. 412, note) avait déjà répliqué que la réponse à cette objection se trouvait précisément dans la façon dont le code valaisan avait été constitué (ce qui est juste), et dans l'état de ses rapports à l'égard du droit français (ce qui l'est moins). La disproportion des peines a sa raison d'être dans le principe du droit sarde, d'une part, et du droit fribourgeois, d'autre part, que nous avons imités dans chacun de ces articles : le code sarde punissait le délit religieux de réclusion sévère ; le code fribourgeois l'inceste (jusqu'au deuxième degré) de maison de correction seulement, jusqu'à 8 ans il est vrai. Nous avons admis la réclusion jusqu'à 15 ans pour le sacrilège, et l'emprisonnement jusqu'à 6 mois ou l'amende jusqu'à 500 francs pour l'inceste, dont nous relâchions d'ailleurs les bornes.

Il s'en est manqué de peu que nous insérions ici un troisième article du terroir fribourgeois, un de nos députés ayant, en séance du 20 mai, demandé le renvoi à la Commission de l'article 196 du projet « pour y prévoir et punir les crimes contre nature ». Le lendemain, la Commission proposa le maintien intégral de l'article visé, parce que, prétendait-elle, « les crimes contre nature sont déjà

prévus par le code». Extravagante erreur de nos spécialistes, à moins qu'ils n'aient entendu donner une portée inadmissible à l'article réprimant «tout autre attentat à la pudeur (que le viol) commis avec violence contre une personne de l'un ou de l'autre sexe»? Ils auraient bien fait de relire, ou leur code, ou Fribourg 436. dont la précision ne laissait rien à désirer!

Pour les dispositions mêmes sur l'attentat à la pudeur et le viol, pour les 5 ordres énumérés de circonstances aggravantes; pour l'aggravation découlant de la mort consécutive à ces crimes; pour la menace de la peine capitale à celui qui commet un homicide volontaire pour exécuter l'attentat ou le viol, ou pour en empêcher la poursuite; pour la nécessité enfin d'une dénonciation de la personne outragée lorsqu'il n'y a pas eu scandale ou grave lésion corporelle, nous avons purement et simplement fait de la loi vaudoise notre loi même.

Nos quatre courts articles sur la bigamie et l'adultère sont tirés à la quadruple source, française et sarde pour le premier de ces délits, vaudoise et neuchâteloise pour le second: le Valais a donc, avec raison, du moment qu'il arrêta de punir l'adultère, décidé de ne point observer la méthode française, qui ne punit que la femme et son complice. Le mari, la femme, le complice de l'un ou de l'autre, sont tous justiciables des tribunaux. En cas de plainte, il va sans dire. L'époux coupable et son complice ne peuvent d'ailleurs être désolidarisés dans la poursuite. L'action tombe en cas de désistement de la partie plaignante, ce qui est bon; le projet vaudois y ajoutait le cas du pardon, que nous eussions été avisés d'admettre également.

5. — Délits contre la vie d'autrui.

Passant à l'examen de l'homicide en droit valaisan, Pfenninger avait écrit (p. 413): «In den Tödtungsverbrechen zeigt sich besonders hervorstechend die Art des Redactors, aus den Gesetzbüchern von Waadt, Neuenburg und dem Code français die Sätze mit mehr oder weniger Glücke zusammenzufügen und mit eigenen Zuthaten «eigenthümlich» zu versehen». Cette sentence encore doit être partiellement révisée. Pfenninger avait grand raison lorsqu'il découvrait les emprunts faits en pays français, vaudois et neuchâtelois, mais où il conjecturait que notre rédacteur avait habillé parfois à sa façon le texte étranger, nous n'avions fait, en réalité, qu'introduire un autre

texte étranger, le code pénal sarde en l'espèce. C'est ainsi que notre chapitre de l'homicide volontaire juxtapose les définitions françaises (et neuchâteloises) textuelles du meurtre, de l'assassinat et du guet-apens, et celles du code sarde, déviées de leur modèle français, de la préméditation, du parricide, et de l'empoisonnement, avec sa détermination des substances vénéneuses. Pour l'infanticide, nous avons combiné la formule française avec le membre vaudois et neuchâtelois précisant que le meurtre du nouveau-né doit avoir été commis au moment de la naissance ou immédiatement après. Nous avons prescrit la peine de mort pour l'assassinat, le parricide et l'empoisonnement, à la suite du code français, nous nous en sommes éloignés, avec le code vaudois, pour punir de la réclusion l'infanticide, en faisant d'ailleurs la différence entre l'infanticide violent et l'infanticide par omission volontaire des soins indispensables. Nous sommes retournés au code français pour prendre dans son article 304, modifié par la loi du 28 avril 1832, la peine du meurtre ordinaire (en France, pourtant, elle est perpétuelle, en Valais, elle pourra l'être), et les rigueurs capitales promises au meurtre ayant pour objet soit de préparer, faciliter ou commettre un autre délit, soit d'assurer l'impunité des auteurs et complices de ce délit (nous avons amendé quelques mots du texte français, en nous servant du neuchâtelois).

L'article valaisan concernant celui qui, volontairement, mais sans intention de tuer, se livre à des voies de fait qui occasionnent la mort, égale point par point celui du code vaudois ; notre article concernant celui qui commet un homicide involontaire par maladresse, inattention, imprudence, négligence, ignorance de sa profession ou inobservation des règlements, s'adapte, syllabe par syllabe, à celui du code sarde, et par-delà, aux codes français et neuchâtelois. C'est dans le code sarde que nous avons fidèlement copié les divers cas où la peine de l'homicide peut être diminuée (par exemple adultère flagrant,¹⁾ pro-

1) A ce propos Pfenninger, qui ignorait l'origine sarde de cette exception, faisait la remarque (p. 414) : «Wallis folgt dem Code, indem es die Tödtung der Ehebrecherin und des Genossen, Tödtung bei schwerer Provocation und bei gewaltsamen Eindringen in's Haus am Tage als Strafmilderungsgründe aufführt. Wallis geht aber in einer Richtung viel weiter: Gleich wie er den Ehebruch an Mann und Weib (in Uebereinstimmung mit Waadt und Neuenburg) gleich be-

vocation) ; nous y avons ajouté un cinquième paragraphe (homicide commis en repoussant de jour l'escalade ou l'effraction de sa maison) tiré du code français. Notre législateur a repris ensuite le texte sarde, pour lui détourner tout au long ses dispositions concernant l'homicide survenu dans une rixe. (Vidal cite cet article, dans son *Droit Criminel* (p. 585), comme de droit valaisan. Mais sa « complicité correlative » doit être rapportée au droit sarde). Quant à l'homicide qui ne constitue ni crime ni délit, nous en déterminons les cas (ordre légal, légitime défense de soi-même ou d'autrui, nécessité de repousser un attentat violent à la pudeur) à l'exemple du code français, mais en nous rapprochant le plus de la rédaction sarde.

Les quatre parentés, française, sarde, vaudoise et neuchâteloise, se retrouvent dans nos quatre articles de l'exposition d'un enfant de moins de 7 ans. Moins généralement, les deux premiers ont la rédaction sarde, et le dernier, qui vise quiconque, trouvant l'enfant exposé, n'en prévient pas l'autorité ou ne lui procure pas l'assistance dont il a besoin, a la rédaction vaudoise, mais plus étroite : nous remplaçons le terme « personne » par celui d'« enfant ». On connaît d'ailleurs les degrés classiques partageant la responsabilité suivant que l'enfant a été abandonné dans un lieu solitaire ou non, qu'il n'en a pas souffert ou qu'il s'est trouvé blessé, gravement atteint dans sa santé, qu'il y a même trouvé la mort. Nous émettons dans ce dernier cas la peine de l'infanticide.

Nos dispositions sur l'avortement sont nées aussi des génératrices françaises. Notre rédaction a suivi de préférence les codes sarde et neuchâtelois. Au premier nous empruntons sa règle fondamentale (sauf que nous renonçons à considérer comme lui s'il y a eu consentement de la mère ou non) ; au code neuchâtelois, nous demandons l'alinéa suivant, qui assimile aux tiers la femme qui se procure elle-même l'avortement ou consent à faire usage des moyens qui l'ont procuré. Nous copions ensuite, de nouveau dans le code sarde, l'ordonnance de la peine de

strafft, so hält es auch der Frau das gleiche Recht wie dem Manne bei Tödtung in flagrant délit Strafmilderung in Anspruch zu nehmen. Ueberdies ist im Anschluss an das alte Recht gegenüber den « auf Schand und Laster » im eigenen Haus Ertappten den Eltern bei Tödtung der Strafmilderungsgrund zugestanden.»

l'homicide involontaire pour le cas où les manœuvres auraient causé la mort de la femme enceinte, et dans le code neuchâtelois (construit d'ailleurs sur les plans vaudois) la menace légale contre les gens de l'art, qui sciemment indiquent ou administrent des abortifs.

Le chapitre valaisan sur le duel est, de toute la partie spéciale, l'un des plus indépendants, ou du moins n'ai-je pas trouvé, dans les ouvrages que nous avons consultés, les moules où couler chacun de ses articles. Le code pénal neuchâtelois l'ignorait ; le code vaudois lui appliquait, par analogie, ses dispositions sur les batteries. Nous nous sommes partiellement rabattus sur le code sarde. C'est à lui que nous devons la définition du duel, la répression spéciale du défi (et de son agrément aussi, lorsque celui qui l'accepte était le provocateur), et la décision que les peines établies contre le duel reçoivent leur application lors même que les coupables sont convenus de se battre hors du canton, si le cartel y a été proposé et accepté (ainsi voulait d'ailleurs le code bas-valaisan de 1795). A part ces emprunts, nous avons quelques articles où nous posons, ici la peine de l'homicide, puis des blessures, commis en duel (prison), ailleurs la règle que cette peine peut être, suivant les cas et eu égard aux torts de l'un et l'autre des complices avant la provocation, commuée en celle du bannissement ou de la réclusion, là encore, qu'elle tombe en cas de désistement volontaire, ou qu'elle est réduite si le duel n'a pas eu lieu par des circonstances indépendantes de la volonté des acteurs, ou, en cas de simple défi, lorsque celui-ci a été repoussé. Ces normes, bonnes en soi, et qui d'ailleurs ne sont que la paraphrase de principes fondamentaux de la partie générale, sont agencées et formulées dans un grand désordre. Nous ne punissons plus les témoins, médecins et seconds, en opposition avec la tradition de 1795, d'après laquelle on tenait pour complices tous ceux qui, connaissant le cartel ou présents au duel, ne faisaient pas tous leurs efforts pour empêcher la rencontre.

6. — Lésions corporelles.

Qu'en est-il de ce nouveau titre ? Allons-nous persister dans nos propres voies, ou nous resolidariser avec nos modèles ? Nous y revenons avec plus d'empressement que jamais. Le long article sur les coups et blessures volontaires graves, avec le tableau médical scrupuleux de leurs

conséquences, est formé, dans toutes ses parties, de parcelles vaudoises et sardes. Ces conséquences peuvent encore être étendues jusqu'à la perte de la vue ou de l'usage des bras et des jambes, et nous suivons ici le texte sarde. — et même jusqu'à provoquer la mort, nous le prévoyons comme Neuchâtel. Pour les blessures légères nous adoptons, forme et fond, le critère vaudois de l'incapacité de travail (de 10 à 31 jours), et nous descendons enfin, sous la conduite du code sarde, à un dernier palier inférieur du délit. Quant au catalogue des causes d'aggravation générales au contraire, qui s'étend sur 2 articles et comprend 11 rubriques, elles-mêmes souvent distribuées en plusieurs embranchements, nous avons tout uniment transcrit articles et rubriques du code vaudois (Fribourg l'avait fait aussi). Puis, toujours mettant le même code à contribution, nous penchons à accorder commutation de peine à l'auteur d'un acte de violence dont le résultat, extraordinaire dans le cours naturel des choses, a débordé les prévisions.

C'est ici qu'est marquée la place du fameux article valaisan sur la rixe ou batterie, que les criminalistes étrangers rapportent encore pour sa singularité (voir Vidal p. 585). Or, quelque dépit que j'éprouve à paraître iconoclaste, il me faut renverser cette nouvelle idole : L'article au loin commenté n'est pas du tout valaisan. C'est, jusqu'au dernier signe de ponctuation, l'article 191 du code fribourgeois de 1849 : si l'état du lésé a été produit par le concours de plusieurs lésions, chaque délinquant est puni comme auteur ; si cet état est l'effet de l'une ou l'autre lésion, ceux qui en sont les auteurs sont punis comme tels ; si ces auteurs ne peuvent être découverts, tous les délinquants qui ne peuvent justifier de leur degré moindre de culpabilité sont punis comme auteurs.

Nous nommons encore, parmi les lésions corporelles, la castration. C'est, aux peines près, que nous abaissons, la disposition textuelle des codes français et sarde.

Pour l'article traitant des blessures et coups involontaires nous avons, par goût de symétrie (cf. art. 224 et 255), préféré la forme sarde à la forme française.

7. — Les quelques lignes du titre sur le délaissement des personnes étaient absentes de notre projet. Elles apparurent dans le code par une sorte d'inédification, opérée en deuxième débats, sur la proposition de la Commission du Grand Conseil.

8. — Délits contre l'état civil des personnes :

Les dispositions valaisannes contre les coupables d'enlèvement, de recelé, de suppression, de substitution et de supposition d'enfant, et celles contre la personne chargée d'un enfant qui ne le représenterait point à qui aurait le droit de le réclamer, sont à l'unisson du code français, et de tous ceux (sarde, vaudois, neuchâtelois) qui l'ont plagié comme nous. C'est dans la forme vaudoise, qu'avait retenue aussi Neuchâtel, que nous prévoyons l'espèce de celui qui supprime, détruit, ou rend impossible à établir la preuve de l'état civil d'une personne, et que nous ordonnons d'abaisser, ou même s'il fallait, de lever toute peine, à l'égard du délinquant qui représenterait volontairement l'enfant ou le remettrait dans la possibilité de prouver son état civil.

9. — Atteintes portées à la liberté, à la sûreté et à l'honneur des personnes.

Le chapitre sur les atteintes à la liberté individuelle s'inscrit dans les cadres du code français. C'est pourtant, moins généralement, le code vaudois, et, plus étroitement encore, le code neuchâtelois, qui nous saisissent du texte réprimant la détention et la séquestration illégales, ainsi que la complicité de celui qui sciemment y prête ses locaux. La peine est aggravée, comme de juste, lorsque la privation de liberté s'est accompagnée de violences graves ou qu'elle s'est prolongée au-delà d'un certain temps : Le code français connaissait la limite d'un mois, Vaud et Neuchâtel la fixaient à 3 jours, nous l'avons déplacée jusqu'à 8. Nous libellons la mesure indulgente à l'égard de l'auteur libérant son prisonnier dans les 3 jours (10, en France), absolument comme le code sarde, qui spécifie notamment que le but proposé par la détention ne doit pas avoir été atteint pendant ce temps-là. Celui qui, sachant qu'une personne est détenue illégalement, n'en prévient pas l'autorité, est passible d'amende. C'est article valaisan ; c'est, plutôt, article vaudois.

Pour l'enlèvement des mineurs, avec ses divers modes, je renvoie au texte neuchâtelois, et, plus haut, aux textes vaudois et français. Interprétant à son sens la disposition française de même esprit, notre rédacteur assimile au rapt la séduction, suivie d'enlèvement consenti, d'une personne de moins de 18 ans, et il pose, comme pendant à la même disposition qu'il avait placée dans le cas de la

détention illégale, le principe de l'adoucissement de la peine dans la conjoncture où le ravisseur a volontairement remis en liberté sa victime, sans en avoir abusé. S'il avait épousé la fille enlevée, il ne pourrait être puni, de cette même peine mitigée, que sur la plainte des personnes dont le consentement aurait été nécessaire pour contracter des fiançailles, — les codes qui nous ont enseignés disaient : des personnes ayant droit de demander la nullité du mariage d'après le code civil.

A l'endroit des atteintes à la paix et à la sûreté du domicile, nous avons introduit dans notre code toute la matière neuchâteloise, que notre rédacteur a retouchée incidemment en se servant de la leçon vaudoise, ainsi pour y incorporer la mention du «sans droit». Nous ne pouvions naturellement connaître d'autres circonstances aggravantes que celles de Vaud et Neuchâtel.

Avec Neuchâtel, nous distinguons les menaces graves faites par écrit anonyme ou signé, et celles faites verbalement ou qui sont légères. Avec les codes français et sarde, nous permettons d'en placer les auteurs sous la surveillance spéciale de la police pendant un temps déterminé, mais nous n'en précisons pas les limites.

Notre définition de la calomnie est tout à fait typique. Elle est construite sur les éléments français, mais, comme l'avait remarqué Stooss (p. 289), «gestaltet den Tatbestand durch die Worte «connaissant la fausseté de l'accusation — vollständig im Sinne der deutschen Anschauung um». L'article sur la plainte ou dénonciation calomnieuse doit être rendu au code sarde : si la calomnie a donné lieu à un jugement de condamnation passé en force, le calomniateur est puni d'une peine de même nature et de même durée que celle de sa victime. Nous avons tronqué là le texte étranger, tenant pour inutile d'ajouter : lors même que la victime aurait été condamnée à mort. Puis nous avons établi la peine pour le cas où la calomnie serait demeurée sans effet ou aurait été mise au jour avant le jugement.

Toute la section explorant le triple sujet de la diffamation, de l'injure et de la révélation de secrets a été découpée dans les pages du code neuchâtelois. On ne saurait imaginer plus parfaite identité. Les caractères de la diffamation, qui impute à quelqu'un et rend publics des faits déterminés ; de l'injure, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait déterminé ; la nature et la quantité la plus élevée de leurs peines ; le renvoi aux tribunaux de

police de l'injure verbale sans gravité ; la rétractation des termes injurieux et la publication du jugement ; la réserve inscrite en faveur de la dénonciation faite de bonne foi, et des accusations lancées dans la procédure pour la défense du droit litigieux, la faculté concédée aux tribunaux de les réduire cependant à néant dans le jugement ; la seule admission, en cas de diffamation, de la preuve du fait imputé, lorsqu'elle est administrée par la production d'un jugement ; l'exclusion de la preuve de la vérité de l'injure ; la nécessité de la plainte pour la poursuite ; la protection du secret professionnel, toutes ces mesures, du premier au dernier article, ont été créées à l'image et à la ressemblance neuchâteloises les plus étroites, quand elles ne sont pas le bien neuchâtelois authentique.

10. — Atteintes portées au bien d'autrui dans le but de se l'approprier.

Nous avons poussé plus loin nos larcins. Les quatre aliénés du maraudage sont réglés, point pour point, sur ceux de Neuchâtel, et concordent d'ailleurs presque littéralement avec le code vaudois ; nous avons, comme ces deux cantons, l'échelle de valeurs contenues dans les limites : moins 2, 2 à 10, plus 10 francs.

Le rédacteur valaisan a défini le vol comme le rédacteur français, mais il y a combiné une partie des éléments constitutifs retenus par le rédacteur vaudois : Le vol est soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, mais dans le dessein de se l'approprier. Puis il a formulé l'axiome pris au code sarde : Le vol est qualifié ou simple.

L'interminable et très scrupuleuse liste des accidents qui qualifient le vol avait été on ne peut mieux arrêtée par le code vaudois. Nous pouvions donc, ayant adopté le principe contestable de l'énumération, nous dispenser de refaire, moins bien, ce catalogue, et le copier purement et simplement. Ce à quoi nous nous sommes résolus (comme Neuchâtel, d'ailleurs), en y introduisant pourtant un paragraphe (7) tiré du code neuchâtelois, et en condensant en un seul les deux articles que nous proposaient nos devanciers. Puis, comme tous les codes, nous déterminons ce que la loi entend par effraction, escalade et fausses clés, — en simplifiant du reste ces définitions, et en nous rapprochant le plus des textes neuchâtelois et sarde, quand nous ne reproduisons pas bonnement ce dernier (fausses clés) ; nous déterminons encore ce que la loi considère

comme objets confiés à la foi publique. — en endossant la nomenclature fastidieuse du code vaudois, dans lequel on retrouve les traces de l'héritage de la Caroline. Du moins avons-nous allégé le système vaudois en n'introduisant pas, dans le calcul de la peine du vol qualifié, distinguée déjà d'après l'espèce des circonstances aggravantes, toute une table parallèle variant selon la valeur de l'objet volé, et la rencontre de circonstances particulièrement graves. Nous augmentons cependant les peines de moitié, comme Vaud, quand il y a concours des circonstances énumérées.

Qu'est-ce que le vol simple ? Le code sarde nous le fait dire : c'est celui qui n'est accompagné d'aucune des circonstances qui forment le vol qualifié ! Nous établissons un triple rang de peines, d'après la valeur du vol, à la ressemblance du code vaudois. Une mesure, à laquelle je n'ai pas retrouvé sa place dans les codes étrangers, veut que notre juge, ayant à punir dans la même procédure plusieurs vols du même auteur contre diverses victimes, fasse le total de leurs valeurs : cette règle, juste en soi, n'est en somme qu'une lapalissade. Fribourg nous engage à renvoyer devant les tribunaux de police l'auteur d'un premier vol léger. Vaud lui adressait la réprimande.

C'est sous la dictée de ces deux mêmes codes qu'a été composé notre chapitre du brigandage. Notre définition, analogue à celle des Vaudois, est celle même de Fribourg. Mais Fribourg assimilait la tentative au crime consommé, où nous n'avons pas voulu le suivre. En cas d'homicide, nous appliquons la peine de l'homicide, comme dans le code vaudois.

Nous définissons l'extorsion par la formule neuchâteloise, que notre rédacteur a quelque peu simplifiée, et l'escroquerie par la formule vaudoise, qu'il a écrite telle qu'elle était. Fribourg nous montre à punir l'extorsion comme le brigandage, lorsque les violences ou les menaces qui sont à la base du délit sont de la nature prévue pour le brigandage. Nous réprimons, dans la règle, l'escroquerie comme le vol simple.

Puis, dans notre zèle à définir, à faire de notre code un véritable manuel de droit pénal, nous avons encore donné la formule neuchâteloise de l'abus de confiance, en tendant d'ailleurs toujours à une simplification louable. Nous connaissons quelques cas d'aggravation de ce délit, dont nous avons pris l'idée à Fribourg. Nous punissons l'abus de confiance comme l'escroquerie, c'est-à-dire com-

me le vol simple : C'était se ranger à la pratique fribourgeoise. Nous greffons encore sur ce chapitre l'abus du blanc-seing confié, et la fraude sur le titre des matières d'or et d'argent, la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, et la nature de toute marchandise. Ce sont, textuellement, les deux dispositions neuchâteloises, dont la première d'ailleurs remonte au code sarde, et avait trouvé son expression d'abord dans le code français.

Suit l'étude « de quelques fraudes particulières » :

La fraude commise par un débiteur au préjudice de ses créanciers : nous la punissons comme l'escroquerie, dont la peine est celle du vol simple, alors que Fribourg, sur qui notre article se dirigeait, décrétrait la peine du vol qualifié.

L'usure sous ses diverses formes, dont quelques-unes nous ont été indiquées par le code fribourgeois. (Notre long article 314 sur la matière a été modifié et complété par la loi spéciale du 30 novembre 1887 concernant la répression de l'usure).

Le vol d'une chose perdue, qui est, « mutatis mutandis », réglé sur la marche du code sarde.

Le vol au préjudice d'un parent, vol auquel, suivant l'esprit du code français, et la lettre du sarde, nous refusons toute sanction pénale. Nous précisons dès 1857, à l'imitation du code neuchâtelois, que tous les autres individus qui auraient eu part au délit devaient être punis selon leur qualité, (comme coaccusés, complices ou auteurs, disions-nous). En France, c'est la loi du 22 mai 1915 seulement qui devait introduire une mesure analogue, et leur destiner les peines du receleur.

Ce chapitre réprime encore le recel, l'achat et la vente de choses soustraites, distinguant suivant que le receleur, acheteur ou vendeur était d'intelligence avec l'auteur du délit principal, ou non : ces dispositions figuraient dans le code sarde ; notre seule originalité est que, suivant l'esprit du système général de notre code, nous nommons les premiers complices, les autres auteurs, et les punissons comme tels.

Nous nous écartons ensuite légèrement de la rédaction sarde, et lui préférons le mot à mot neuchâtelois, pour punir la contrefaçon et l'altération de clés, et la fabrication de crochets. Le code neuchâtelois, dans son alinéa 2, posait le principe de l'aggravation de la peine lorsque le coupable est un serrurier de profession : Par une fantaisie

vraiment bizarre, notre rédacteur a systématiquement déformé cet alinéa pour lui faire dire tout le contraire : que la peine ne serait point encourue par le serrurier qui fabriquerait des crochets pour l'exercice de sa profession.

Après cette incursion dans le texte neuchâtelois, nous menaçons, de nouveau dans les termes mêmes du code sarde, l'individu qui serait trouvé porteur de fausses clés et de crochets.

11. — Atteintes aux propriétés dans le but de les détruire ou de les endommager.

L'incendie, dans le droit valaisan, est régi d'après l'usage français, mesurant la peine suivant que le feu met en danger la vie humaine ou non, est communiqué à des lieux habités ou servant à l'habitation, ou, au contraire, à des lieux qui n'ont pas une telle destination ou à des objets, concernant la vie rurale surtout, que nous énonçons. — à l'exemple du code français et de tous ses dérivés, mais en remaniant et concentrant leurs dispositions. Notre texte est un composé des lois française, sarde, vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise, dans lequel il est quasi impossible de déterminer les éléments exacts des composants. Nos tables de concordance aideront à les fixer quelque peu. Précisons seulement que, dans le cas de l'incendie le plus grave, nous avons suivi de plus près la forme fribourgeoise, renoncé, suivant Neuchâtel et le code français plus particulièrement, à tenir compte de la pertinence de la chose incendiée, classé le châtiment suivant que l'incendie avait causé mort d'hommes et blessures graves, ou non, — mais que nous avons rejeté la peine de mort dont le code français punissait l'incendiaire. Cet adoucissement devait d'ailleurs paraître si peu logique, si peu justifié, que la loi valaisanne du 24 novembre 1883 rétablissant la peine de mort, eut raison d'en étendre l'emploi au cas d'incendie d'édifices servant à l'habitation, et dans lequel auraient péri une ou plusieurs personnes.

Notre article 325, dont je n'ai pas rencontré la réplique frappante ailleurs, dénonce et châtie spécialement l'incendie de sa propre chose pour causer un préjudice à autrui.

A partir de cette disposition, nous nous attachons délibérément au code vaudois à nouveau pour prévoir, et l'incendie éteint du propre mouvement de son auteur, avant tout dommage, et l'incendie par imprudence ou par

négligence, et les cas de l'explosion et de l'inondation, encore enfin, en général, tous les actes de soustraction, destruction ou dommage produits par d'autres moyens, dans le dessein de nuire. Nous élaborons ici, toujours en pleine concordance avec Vaud, une graduation très nuancée des peines, établies d'après la valeur du dommage et la rencontre des circonstances aggravantes comptées.

Nouveau changement d'orientation dans les quelques derniers articles, qui suivent : L'empoisonnement de poissons, volatiles, animaux domestiques ; le fait de tuer, blesser, rendre difforme ou impropre au service l'animal domestique, sans nécessité reconnue ; les circonstances aggravantes de ces excès, tout cela est copié dans le code sarde ou dans le code neuchâtelois, et trouve d'ailleurs son principe dans le code français.

L'enlèvement et le déplacement frauduleux de bornes et signes délimitant la propriété nous vient du code sarde.

Enfin, la loi renvoyant le prévenu aux tribunaux de simple police lorsque, dans tous les cas pris en considération, le dommage est de peu d'importance, est purement neuchâteloise.

Cette loi assimile, par leurs effets, ces abus légers à la contravention, et elle assure (chez nous, car Neuchâtel dispose ici un titre sur les délits de presse, inconnus à notre code) la transition naturelle entre le livre des délits et celui des contraventions.

Le Valais a donc, comme Neuchâtel, seul avec Neuchâtel, incorporé son code de police dans le code pénal.

L'imitation s'arrête là, notre classification est originale : Neuchâtel groupait ces infractions mineures en 3 chapitres, d'après l'importance du dommage causé, le Valais les groupe d'après leur essence. A un système de classification fondé sur la quantité du résultat, nous avons préféré en élever un sur la qualité de l'acte, et nous énumérons, dans les 21 rubriques de nos 3 chapitres, les contraventions contre l'ordre public, contre les personnes, et contre les propriétés. Notre système a l'avantage de correspondre logiquement à la distribution du livre des délits ; celui de Neuchâtel avait pour lui de respecter le critère distinctif posé, dans l'article que nous avons dit, à la fin de son chapitre traitant des actes qui détruisent ou endommagent la propriété.

Il va sans dire que, dans la liste très détaillée des diverses contraventions, nous rencontrons toutes sortes d'espèces dont l'existence est universelle, et que nous ont transmises, souvent Neuchâtel (p. ex. art. 340, chiffres 2, 5, 8, 10, 11, 12, 13 ; art. 341, chiffre 1 ; article 342, chiffres 1, 3, 4), quelquefois Fribourg (p. ex. 341, 3, 6, 7), et même une vieille loi valaisanne de 1803 (art. 341, chiffres 1, 2, 4, 5, 6, 8 et 9).

VI.

Conclusions.

Nous avons noté — trop longuement — une foule d'analogies et d'identités. Il eût été possible d'allonger ce tableau et de le compléter, probablement, en analysant d'autres codes, et je pense surtout aux codes suisses-allemands, où notre rédacteur a, selon toute vraisemblance, puisé quelquefois.

Je ne veux citer, pour soutenir ma présomption, que les cas indiqués par Pfenninger, des circonstances aggravantes et atténuantes (Lucerne), et du fauteur, ou les remarques de Stooss, à propos de la tentative et du délit manqué (Lucerne), de l'ivresse considérée comme cause d'exclusion ou d'atténuation de l'imputabilité, de la nécessité d'une autorisation du Conseil d'Etat pour la poursuite des délits commis à l'étranger (St-Gall), ou encore à propos de la conception germanique de notre calomnie. L'existence cachée de tels emprunts me paraît d'autant plus admissible qu'elle répond pleinement aux tendances avouées de notre loi, et découle du système de travail arrêté par notre rédacteur, qui a voulu rompre avec notre droit pénal coutumier, chercher sa substance écrite partout où il la trouverait, et qui en un mot, (la chose est sensible), a choisi de doter le Valais d'un code franchement moderne, nouveau, amalgamant toutes les meilleures dispositions étrangères, et réfléchissant l'état de la science pénale dans tout ce qu'elle avait alors de plus parfait.

Le parti pris d'imitation du Dr. Cropt ne souffre pas la discussion. Je regrette qu'il n'ait pas écrit d'exposé des motifs : ma proposition s'y trouverait certainement confirmée en toutes lettres.

Personne cependant, mieux que notre rédacteur, n'aurait pu écrire son code en suivant le sillon tracé par la coutume et par la loi valaisannes, car personne mieux que lui n'a connu notre droit. Le Dr Cropt a donné au Valais des monuments juridiques qui honorent sa mémoire ; il a établi pour toujours les éléments du droit romano-valaisan et couronné le cycle du droit civil valaisan ; il a enseigné le droit valaisan pendant plus de soixante-dix ans ; il avait, dès 1843, édité les anciens statuts valaisans de 1571 et leurs deux revisions de 1598 et de 1870 ; il avait, dans sa magnifique carrière d'avocat et de professeur, certainement pratiqué Frœhlichsburg : Il eût donc été parfaitement capable de composer un code pénal dans lequel les longues influences indigènes et germaniques se seraient perpétuées, et qu'elles auraient vivifié. Il a préféré abandonner un ordre pénal désuet, insuffisant, et qui du reste, en 1856, les messages nous l'attestent, avait perdu son vrai visage et s'était décomposé à force d'apports extérieurs, souffrait de la plus lamentable «*turbatio sanguinis*». Ce qui explique qu'il ait balayé les fragments pénaux valaisans que lui offraient les statuts, et le code bas-valaisan de 1795. Il est d'ailleurs évident qu'il ne pouvait non plus s'agir, au XIX^{me} siècle, de refonder tout le système d'un code sur les deux anciennes colonnes de l'honneur et de la paix, ou d'y introduire les matières du blasphème, de l'apostasie, de l'hérésie, du sortilège, de la lèse-majesté, ou du suicide par exemple. Mais il y avait nombre de dispositions dont nous eussions pu faire notre profit. Souvent, nous ne les avons acceptées que représentées par un code étranger : c'est ainsi que les mesures sans âge du droit valaisan sur le stellionat, la fraude sur le titre des matières d'or et d'argent, ont été copiées par notre code dans celui de Neuchâtel. Nous en avons répudié d'autres, alors même que nous aurions pu les recueillir à la même souche : ainsi pour le reproche d'une condamnation ou d'une exécution, que nous punissions dès le XVI^{me} siècle, que Vaud avait inscrit dans son code, et que nous avons dédaigné de lui reprendre. D'autres matières, dont nous aurions très bien pu trouver l'idée et le suc dans nos textes valaisans (notamment dans le code pénal de 1795), en les corrigeant et les perfectionnant au besoin — je pense aux articles si simples, et point mauvais du tout, sur l'infanticide et l'avortement, l'exposition d'enfant, le duel, la fausse monnaie — ont été traitées absolument comme si

elles n'avaient jamais eu de racine valaisanne, et en transplantant à toute force les dispositions françaises, sardes, vaudoises, neuchâteloises.

C'est sur les grandes lignes de l'ordre français — avec néanmoins quelques amendements dus aux systèmes allemands — que notre code valaisan s'applique de l'incipit à l'excipit. Le Dr Cropt n'aurait guère pu se montrer plus avisé dans le choix de ses modèles. Le code français de 1810 (adouci en 1832) a eu une renommée universelle, et un champ d'application on peut presque dire européen. Quant au code vaudois, il fut certainement parmi les meilleurs, sinon le meilleur de son temps. Je ne m'aventurerais pas à l'affirmer sans de considérables certificateurs. Pfenniger entre autres, et Osenbrüggen qu'il cite (p. 281), MM. le Professeur Stooss (*Strafgesetzbücher* p. XVI) et le Procureur Général Capt (*Avant-propos de la Revision*, p. 5), s'accordent à en louer «*Gründlichkeit und Verständniss der gesetzgeberischen Aufgaben*», à vanter «*das sehr gute Strafgesetzbuch von Waadt*», à proclamer que «*der waadtländer Entwurf, welcher auf den trefflichen Vorarbeiten des Herrn Kantonsrichters Gustave Correvon beruht, verdient die volle Beachtung des schweizerischen Gesetzgebers*», et que «*c'était une œuvre remarquable, qui eut le privilège d'être approuvée par les juristes du pays et de l'étranger, et d'être bien accueillie dans le peuple*».

Elle offrait au Valaisan, qui y recourait, un autre avantage. Si elle «*s'inspirait des résultats de la science criminelle de l'époque*», c'était «*autant du droit allemand que du droit français*», ou, pour nous servir des termes d'Osenbrüggen, elle démontrait heureusement «*dass der französische Code sehr gut die Einwirkungen der deutschen Wissenschaft erträgt*». En faisant ainsi le produit des extrêmes, en conciliant avec bonheur les influences françaises et allemandes, le code vaudois nous détermina à ne point accepter aveuglément la leçon du code français de 1810, à rejeter par exemple sa notion simpliste et excessive de la tentative et de la complicité ; il nous aida à retrouver parfois nos assises alémaniques, et à ne pas sacrifier en idolâtres à un régime pénal nouveau trop dépaycé, d'un type tout à fait étranger à l'inclination ancestrale.

Ce compromis entre les tendances germanique et française (cette dernière appuyée par le code sarde), dut encore

aux apports des codes neuchâtelois et fribourgeois de trouver un heureux point de stabilité.

La question a dû se poser en effet sérieusement pour notre législateur de 1857, il se trouvait véritablement à l'accès de deux voies divergentes. La mentalité du valaisan, la langue de ses personnages et de ses actes officiels, son droit, avaient été pendant de longs siècles nettement germaniques ; aujourd'hui, nous nous étions insensiblement latinisés : Le déplacement du nœud vital de l'Etat, si je puis dire, vers son centre et sa capitale française ; la substitution de la prépondérance des Sédunois à celle des Conchards ; l'annexion d'abord (1475 et 1569), du Bas-Valais sujet, puis la réception dans notre république (1798) de tout ce peuple de frères français ; les incorporations passagères du Valais à l'Helvétique, puis à la France sous le nom de Département du Simplon, tous ces événements avaient lentement modifié les mœurs, la conscience et la race, et amenuisé l'antique ligne traditionnellement germanique du comté valaisan, attaché au Saint-Empire. De quel côté allions-nous opter ?

Car il ne fallait pas songer à nous forger un droit pénal à caractère purement suisse, impossible, inexistant : «...Der Versuch Pfenningers, ein eigenartiges schweizerisches Strafrecht des 19. Jahrhunderts nachzuweisen, ist gescheitert. Wie Zürcher festgestellt hat, lehrt die Entstehungsgeschichte der schweizerischen Strafgesetzbücher, «dass die Verschiedenheiten der kantonalen Gesetzbücher in der Hauptsache keine nationalen oder auch nur lokalen Eigenthümlichkeiten vertreten, und dass es in der Schweiz recht leicht ist, neue Strafgesetzbücher einzuführen» (Z. Schw. R. X. p. 352). Dabei darf zugegeben werden, dass die Mehrzahl der schweizerischen Strafgesetzbücher sich durch Einfachheit und Kürze auszeichnet, allein dieser gemeinsame Grundzug bezieht sich doch zunächst auf die Form, für den Inhalt ist es nur insofern bedeutsam, als damit der Wegfall schulmässiger Definitionen und Unterscheidungen gegeben ist. Der positive Inhalt der Vorschriften wird dadurch nicht bestimmt... Die grundsätzlichen Unterschiede, welche in der gesetzgeberischen Behandlung der gemeinen Delikte zu Tage treten, beruhen nicht auf kantonaler oder schweizerischer Eigenart, vielmehr wirkt hier die durch Abstammung, Sprache und Sitte bedingte Nationalität bestimmend ein, und es stehen sich namentlich germanische und romanische Anschau-

ungen gegenüber. Die Grundlagen des Strafrechts sind durchaus kosmopolitisch». Ainsi posait, avec une autorité et une clarté inégalées, les données du problème, l'homme qui certes était le plus qualifié en Suisse pour le faire, le professeur Carl Stooss, dans ses «Grundzüge des Schweizerischen Strafrechts», (Introduction, p. 7).

Son jugement précise et soutient nos vues. Conceptions allemandes et conceptions françaises se présentaient en même temps à notre rédacteur. Devaient être décisives celles dont l'action était corroborée par l'origine, la langue et les usages valaisans. Mais, officiellement, le français et l'allemand s'équivalaient chez nous, étaient indifféremment l'idiome de la Constitution, du gouvernement, du parlement, des tribunaux. Nos statuts en vigueur jusqu'à ce jour étaient un fruit du terroir germanique. Les Commentaires de l'allemand Frœhlichsbürg avaient été, en 1804 encore, rétablis pour nous servir de code criminel et correctionnel, et n'étaient pas abrogés en 1857. Le Valais avait, d'autre part, vécu sous le régime du code pénal helvétique de 1799, qui était purement français, et sous celui du code pénal français de 1810, tant qu'il fut Département du Simplon. Partagés entre tant de courants contradictoires, emportés dans ce tourbillon de confluits, il me semble que nous ne pouvions nous arrêter à un parti plus sage que celui qui prévalut : Adopter, comme fondement, le système du code pénal français, que nous avions pratiqué, qui avait été notre seule véritable loi pénale codifiée, et qui aurait trouvé difficilement son pareil ; l'améliorer ou l'appropriier encore à la faveur des meilleurs amendements des codes que nous estimions les plus dignes d'imitation ; y faire place à certaines dispositions recommandables issues des législations ou de la doctrine germaniques : Compilation, soit, mais compilation si bien raisonnée et conduite, qu'elle en a presque le caractère d'une création.

Si nous devions ainsi posséder, idéalement, le meilleur code du monde, en réalité, notre loi ne fut pas sans se ressentir un peu de la diversité de ses origines. En dépit de l'habileté du rédacteur, le métissage gâte ici et là quelque partie de son œuvre.

Le défaut d'unité, l'incohérence parfois, était la rançon fatale de nos larges emprunts étrangers, d'autant plus que notre projet rédigé hâtivement n'a fait, devant le Grand Conseil, que l'objet d'un examen très superficiel.

Krenning

J'ai déjà relevé le déséquilibre dans le choix et la mesure des peines des délits contre la religion et contre la morale, où l'absence d'une méthode personnelle se fait cruellement regretter. J'ai déploré déjà l'encombrement fâcheux produit dans le chapitre des délits de fonctions où, à force de vouloir tout régler, tout imiter et tout concilier, on finit par trouver en regard des dispositions telles que celle, valaisanne, menaçant qui « par excès ou abus de pouvoir porte atteinte à la liberté ou aux autres droits d'un citoyen », et celles, étrangères, reprenant le cas du magistrat usant illicitement de son droit d'arrestation ou de visite domiciliaire, et celui de l'agent « abusant de son autorité pour arrêter ou détenir illégalement quelqu'un ». J'ai dit aussi la rencontre entre les textes neuchâtelois et vaudois réglementant la fabrication et l'usage des faux poids et mesures ; de même l'étrange mystification survenue à propos des crimes contre nature, prévus à Fribourg dans le même article que l'inceste, que notre projet imita mais dont, par mégarde probablement il oublia le très court alinéa final, de telle sorte que notre rédacteur, notre Commission législative et nos députés ont eu la conviction — et l'ont proclamé publiquement — qu'ils atteignaient la sodomie, alors qu'en réalité elle demeurerait en dehors du code pénal.

Notons d'autres cas : Le désir de sacrifier aux deux systèmes, français et allemand, qui nous incite à poser là un principe dans une formule, pour y revenir ici dans une espèce, amène parfois une insistance inutile, ou sépare des matières qui gagneraient à s'exprimer unies. Je n'en veux pour témoignage que les dispositions sur les effets de la débilité mentale, des diverses formes plus ou moins accentuées de la contrainte, de l'ivresse, du repentir actif, qui se rencontrent dans les titres, et sur l'imputabilité ou la participation, et sur les circonstances atténuantes.

Nous avons affirmé, dans la partie générale (art. 94 et 95), la règle, copiée dans le code vaudois, que l'auteur d'un fait en est responsable, mais qu'il peut, suivant les circonstances, être libéré de toute peine lorsqu'il a agi en exécution d'un ordre légal, ou pressé par la légitime défense de soi-même ou d'autrui, et dans le but de protéger la personne, le domicile ou la propriété de l'assailli. Mais, dans la partie spéciale, aveuglés par les lignes prochaines du code sarde que nous nous étions jetés à imiter, nous ressassons, deux fois dans le seul article 225, que la peine

de l'homicide peut être diminuée s'il a été commis en excédant les bornes de la légitime défense dans certains cas, et, aux articles 227, 228 et 229, qu'il n'y a pas de délit lorsque l'homicide est ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime, ou lorsqu'il était imposé par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

Notre partie générale encore avait, dans son titre IV, défini, en une énumération très étroite et qui paraissait limitative, quels étaient les complices et quels étaient les auteurs d'un délit. Est-il donc louable de feindre qu'on oublie, aux dernières pages du code (art. 317 et 318), ce qu'on avait établi dans ses premiers articles (63 et 64), et de recopier, à la fin des dispositions sur quelques fraudes particulières, les mesures du code sarde réprimant le recel, la vente ou l'achat de choses volées, de concert avec les auteurs du délit ou non, et de réintégrer ces receleurs, acheteurs ou vendeurs dans la catégorie des complices et des auteurs ?

Autre fâcheux défaut de méthode : l'article 407 du code français est composé de 2 paragraphes. Le premier décide que quiconque abuse d'un blanc-seing qui lui a été confié doit être puni des peines de l'escroquerie ; le deuxième précise que « dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié », il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel. Exprimée ainsi, la norme est limpide. Or, le code vaudois a dissocié cet article, et inscrit le cas du faux dans les délits contre la foi publique. Notre rédacteur a, non seulement coupé de sa tige et transporté à sa suite, mais il a transposé ce texte ; il en a réduit les éléments caractéristiques, et dit seulement : « l'abus du blanc-seing est considéré comme faux en écriture privée » ; lorsqu'ensuite, à la remorque des codes sarde et neuchâtelais, il reprend, dans les atteintes à la propriété, le premier alinéa français considérant l'abus d'un blanc-seing « confié », il ne se soucie pas que l'un des termes de la proposition n'ait pas été posé de façon à exclure toute incertitude, et entraîne presque fatalement le juge, qui n'a pas la moindre ligne de commentaire et n'est pas censé connaître la genèse subtile de sa loi pénale, à la confusion, ou à la contradiction, à l'embarras inévitable enfin.

Singuliers illogismes encore : Quand nous avons, dans les délits contre la foi publique, un chapitre copieux énonçant les contrefaçons possibles de sceaux, marques, poin-

çons, timbres, poids et balances, nous allons enfermer dans la classe des atteintes portées au bien d'autrui, la contrefaçon ou l'altération frauduleuse de clés, et la fabrication de crochets. Pis encore : Imitant le code sarde, nous oublions sous la même rubrique des atteintes portées au bien d'autrui, et nous appelons une « fraude particulière » le simple fait de porter des fausses clés ou des instruments propres à forcer des serrures. Défaillance de même taille : nous classons dans le titre vaudois des atteintes portées aux propriétés « dans le but de les détruire ou de les endommager », l'article sarde sur le déplacement frauduleux des bornes, qu'il eût été si logique de ranger parmi les atteintes à la foi publique, avec dix autres sortes de fraudes, ou dans le titre des atteintes à la propriété dans le dessein de se l'approprier, et, moins généralement, au chapitre traitant de quelques fraudes particulières. Tant il est vrai que « quandoque bonus dormitat Homerus »...

Un autre effet regrettable de la docilité excessive avec laquelle nous nous sommes mis à l'école de tant de maîtres étrangers, c'est que notre code a perdu de la concision qu'il aurait pu avoir s'il s'était tenu à un seul modèle, ou était sorti de la plume de son seul rédacteur. Je m'empresse de reconnaître qu'un grand et heureux effort a été fait mainte fois par le Dr Cropt pour arriver à dépouiller l'inutile. Il serait injuste de ne pas citer sa définition de la rébellion, son essai de synthèse des délits du fonctionnaire et de l'officier public, sa condensation en un seul article (245), à la suite du code sarde, des 3 articles vaudois (230-232) déterminant les blessures et lésions corporelles graves, ou même, en un seul alinéa (154,2), à la suite du code neuchâtelois, des 5 articles vaudois (145-149) précisant les suites plus ou moins graves produites par la vente des marchandises avariées ; je mentionnerai encore sa tentative de refondre sous un seul chiffre (290) toutes les espèces de circonstances qualifiant le vol, que Vaud par exemple, et Neuchâtel, répandaient bien plus longuement dans leurs articles 272 et 273, 215 et 217.

Mais, à côté de ces accidentelles et partielles réussites, que d'avenues qui nous égarent, que de surcharges ou nous nous empêtrons ! Il n'est pas mauvais, selon nous, que la loi pénale soit claire en sa brièveté. Dès la deuxième page du code, nous aimerions à élaguer : Les règles d'application de la loi territoriale et de la loi personnelle pourraient être remaniées avec bonheur. Passons sur les définitions

vaudoise et neuchâteloise de la « nuit » et des « armes » qu'on estimait peut-être indispensables alors, tolérons également celles, vaudoise et sarde, du « jour » et du « mois » pénaux (ne disons rien de toutes celles dont nous nous encombrons jusqu'à la fin, donnant ici un démenti à l'observation générale de Stooss, qui relevait dans l'ensemble des droits cantonaux « Wegfall schulmässiger Definitionen und Unterscheidungen »), mais désapprouvons au moins la dispersion, à travers les pages du code, de toutes sortes de dispositions d'intérêt commun, pour ne parler que des énumérations abusives des circonstances aggravantes, souvent semblables, par exemple en cas de viol, lésions corporelles, vol, dommages aux propriétés. Tous les articles spéciaux du chapitre VIII, titre I, de la partie spéciale, qui passent en revue diverses fautes professionnelles du geôlier, de l'huissier, du gendarme, de l'agent de la force publique, et qui trouvent leur prolongement jusqu'au chapitre X traitant de l'évasion des prisonniers, gagneraient à être aérés. Il est superflu de se perdre dans la contemplation minutieuse de toutes les figures d'une espèce de délits. Il ne serait pas impossible non plus de trouver une rédaction meilleure, (comparable à celle du projet suisse, articles 211, 212, 214) de toutes les dispositions concernant la falsification et l'usage frauduleux des timbres officiels, des marques, et des poids et mesures. Nous avons dit déjà qu'il fallait arracher l'ivraie portée dans le domaine des délits contre la vie par les trop nombreux articles sur l'homicide dont la peine doit être diminuée ou même suspendue. Le catalogue des lésions corporelles, quoiqu'il ait été soigneusement ordonné par le code vaudois que nous avons fait nôtre, est encore beaucoup trop mathématique et trop compliqué ; il s'y trouve deux listes de circonstances aggravantes permettant, la première d'élever de moitié le maximum de la peine, l'autre de la porter au double du maximum, dont le maintien ne saurait être impérieusement exigé. J'en dirai autant des dispositions qui s'appliquent à articuler, sous 13 alinéas, une cinquantaine ou je ne sais combien d'accidents pouvant qualifier le vol, et qui développent en 9 paragraphes qui s'acharnent à vouloir tout épuiser, le seul éclaircissement de ce qu'il faut entendre par objet confié à la foi publique. Notre chapitre traitant de quelques fraudes particulières, qui établit fort laborieusement les diverses espèces de l'usure, réprime le recel de choses soustraites, escroquées ou vo-

lées, la contrefaçon de clés et le port de clés altérées, devrait être aussi revu. Je me demande s'il était indispensable de souder à la fin de notre code pénal, après avoir admis la répression de tout acte qui, dans le dessein de nuire, tend à soustraire, détruire ou endommager d'une façon quelconque la propriété d'autrui, le bagage un peu puéril évoquant, dans le détail des circonstances, des lieux et des espèces, l'empoisonnement des poissons, des oiseaux de basse-cour, des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs ; je me demande s'il valait la peine de mentionner encore les cas où quelqu'un, sans nécessité reconnue et de quelque manière que ce soit, aurait tué, blessé, rendu difforme, impropre au service un animal domestique ?

Il se rencontre ainsi, dans notre code, nombre de végétations parasites et d'excroissances que nous n'aurions pas connues, j'imagine, si le germe ne nous en avait été soufflé de l'étranger. J'espère que le projet de code valaisan que nous préparons, qui s'est inspiré du remarquable code fribourgeois de 1924, et qui n'a pas pu ne pas largement tenir compte des excellents travaux préliminaires du projet de code suisse, sera ordonné, allégé, épuré, tel enfin qu'on se plaît aujourd'hui à désirer une bonne loi pénale.

Table de concordances

Abréviations : F = Code pénal français, 1810/1832.
 Fb = Code pénal fribourgeois, 1849.
 Fd = Code pénal fédéral, 1853.
 I = Code d'instruction criminelle français, 1808.
 N = Code pénal neuchâtelois, 1855.
 S = Code pénal sarde, 1839.
 V = Code pénal vaudois, 1843.
 VP = Projet de code pénal vaudois, 1842.
 PV = Code de procédure pénale vaudois, 1850.

Remarque : L'identité concerne surtout le dispositif des articles.
 Le jeu de la concordance des peines est plus subtil, comme nous l'expliquons plus haut.

Partie Générale.

Art.	Art.
1. id. S 1.	22. id. V 14, 2; cf. F 14.
2. cf. N 1, S 2, F 1.	23. al. 1 : id. S 17.
3. cf. V 1, N 3, S 3, F. 4.	24.
4. al. 1 : id. V 3.	25. al. 1 : cf. F 15.
al. 2 : cf. V 361.	al. 2 : cf. VP 27.
5. cf. V 2.	26. al. 1 : cf. F 70.
6. id. V 4, Fb 7; cf. N 4, S 4.	27. cf. F. 22.
7. id. V 5, N 23, F 10; cf. S 77.	28. al. 1 : cf. S 22. 1.
8. al. 1 : cf. V 6.	29. cf. Fb 27, F 11 et 44.
al. 2 : id. V 6.	30. id. S 22, 3; cf. F 31.
9. cf. I 7.	31. cf. S 27, 1 et 3.
10. cf. PV 14, S 7, I 6.	32.
11.	33. cf. V 16.
12. cf. S 10, I 7.	34. id. V 17.
13. cf. V 6.	35. id. F 41.
14.	36. cf. V 19, 2, N 11.
15. cf. PV 8, S 11.	37. cf. V 19, 3a.
16.	38. id. V 20 part.
17. id. V 7, Fb 9.	1) id. V 21, 1.
18. id. N 56 partim.	2) id. V 21, 2.
19. cf. V 12, N 5, S 12.	3) cf. V 21, 3.
20. al. 1 : id. V 13 partim.	4)
al. 2 : cf. N 24.	5) cf. V 21, 4.
21. id. V 14; cf. F 13.	39. id. V 22 part.

Art.

40. al. 1 : id. V 23 part.
al. 2 : cf. Fb 285.
41. al. 1 : cf. V 25.
al. 2 : id. V 26.
- 42.
43. cf. V 27.
44. id. V 29 ; cf. N 28, F 11.
45. id. F 23.
46. id. F 24.
- 47.
- 48.
49. id. S 75 part. ; cf. V 32.
50. id. F 25 part.
51. al. 2 : cf. S 137.
- 52.
- 53.
- 54.
- 55.
- 56.
57. al. 1 : id. Fb 36 ; cf. Fd 15.
- 58.
59. id. V 37.
60. id. V 38.
61. cf. Fd 18.
62. 1) cf. S 107, 3.
2) cf. S 107, 1.
3) cf. S 107, 2, V 40.
63. 1) cf. S 108, V 43, 1.
2) cf. S 108, V 43, 2, Fd 21
3) cf. Fd 21.
64. cf. Fd 23.
65. id. V 42, Fb 42.
66. al. 2 : cf. S 104, 2.
67. al. 1 : id. Fb 44.
cf. Fd 22 et 24.
68. id. V 45 ; cf. Fb 45.
69. id. V 46, Fb 46.
70. cf. V 49, Fb 49.
71. id. V 47, Fb 47.

Art.

72. id. V 48 part., S 187.
73. id. V 50, Fb 50.
74. id. S 80 part. ; cf. F 55, N 25, Fd 26.
75. cf. V 64, 1, Fb 67.
- 76.
77. cf. V 65.
78. cf. V 66, N 31, Fb 68.
79. id. S 123 part. ; cf. V 67.
- 80.
81. cf. N 33, Fb 74.
- 82.
- 83.
- 84.
85. cf. V 51, 4, N 39, F 64.
86. cf. V 58, S 100.
- 87.
- 88.
89. cf. V 52, N 40, Fb 52, F 66.
90. cf. V 53, N 40, Fb 53.
91. cf. S 95.
al. 3 : cf. Fb 55.
- 92.
93. cf. S 97 et 98.
94. id. V 56, Fb 56.
95. id. V 57, Fb 57.
96. cf. Fb 60.
97. cf. Fb 61.
98. a) cf. Fb 62, 1.
b) cf. Fb 62, 2.
c) cf. Fb 62, 2.
d) cf. Fb 62, 4.
e) cf. Fb 62, 3.
99. a) cf. Fb 63, 1 ; 65 : 63, 3 ;
59 ; 63, 4.
b) cf. Fb 63, 3.
c) cf. Fb 63, 6.
d) cf. Fb 63, 7.
100. cf. Fb 66.

Partie spéciale.

101. cf. N 88 et 89, S 159.
- 102.
103. id. N 44.
104. id. N 45, part.
105. id. N 46 part. ; cf. V 106.
106. id. N 47 part. ; cf. V 107.
107. id. N 48 part. ; cf. V 108.
108. cf. N 49 ; cf. V 109.

109. id. N 50 ; id. V 110.
110. cf. S 212.
- 111.
112. id. F 214 ; cf. S 215.
- 113.
114. id. F 215 ; cf. S 217.
115. id. V 115.
116. cf. V 116, F 213.

Art.

- 117. id. F 216.
- 118. cf. N 59.
- 119.
- 120.
- 121.
- 122.
- 123. id. Fb 328.
- 124. id. N 61.
- 125. id. S 233 part.
al. 2 : cf. N 62.
- 126. id. N 63 ; cf. V 127-129.
- 127. cf. V 131.
- 128. id. S 235.
- 129.
- 130. cf. V 132.
- 131. al. 1 : cf. N 77, V 349.
al. 2 : cf. N 70.
al. 3 : cf. N 75, V 345.
al. 4 : cf. N 70.
al. 5 : id. N 68 ; cf. V 334.
6.
7.
8.
9 : cf. Fb 451.
- 132. id. N 73, V 340.
- 133. id. N 74 ; cf. V 341.
- 134. id. V 343 et 344.
- 135. id. N 78, V 353.
- 136. id. N 79, V 354.
- 137. id. N 82, 1 et 3.
- 138. id. N 83, V 359.
- 139. al. 2 : id. N 77.
- 140. id. N 84 ; cf. F 109.
- 141. cf. N 86, F 111.
- 142. cf. F 112 et 111.
- 143. cf. N 103, V 119.
- 144. id. N 72, V 338 et 339.
- 145. id. N 104 part. ; cf. F 245.
- 146. cf. N 106, S 259, F 248.
al. 3 : id. N 106, 2.
- 147.
- 148.
- 149. id. N 91, F 270 ; cf. S 450, 2.
- 150. id. N 93 et 92.
- 151. id. N 94, 1 part.
- 152. id. N 95 part. ; cf. F 276
et 277.
- 153. id. N 97, V 145.
- 154. id. N 97, 2 et 3.
- 155. id. N 99 part. ; cf. V 151.
- 156. id. N 100 part., V 149.
- 157. id. N 101 ; cf. V 152-154.
- 158. al. 1 : id. V 155.
al. 2 : id. V 156 part., N 102.

Art.

- 159. cf. S 415, N 232.
- 160. id. S 416.
- 161. cf. S 331.
- 162. id. S 332.
- 163. id. S 333.
- 164. al. 1 : id. N 108 part.
al. 2 : id. S 338.
- 165.
- 166. al. 2 : cf. N 111, V 161.
- 167.
- 168. cf. N 109.
- 169. cf. S 343.
- 170. id. N 113, id. V 166.
- 171. id. N 114 ; cf. V 167.
- 172. id. N 115 part. ; cf. V 168.
- 173. id. N 116 ; cf. V 169.
- 174. id. N 117, id. V 171.
- 175. cf. V 172 et 173.
- 176. id. N 118 part. et 119.
- 177. id. V 174 ; cf. N 121.
- 178. id. S 357 part., N 122 et
125 part.
- 179. al. 1 : id. V 178, N 122 ;
Fb 136.
al. 2 : id. V 178, 2 part. ;
cf. N 123.
- 180. id. N 124.
- 181. cf. N 128 et 129.
- 182. id. V 179, N 127.
- 183. id. V 182, Fb 139.
- 184. id. V 183 ; cf. Fb 140.
- 185. id. N 122, 2.
- 186. cf. V 185, Fb 142.
- 187. id. N 133 part. ; cf. S 378.
- 188. id. Fb 155 part. ; cf. S 379.
- 189. id. V 197 part. ; cf. N 147.
- 190. id. S 383 et 384 part.
- 191. cf. V 189, Fb 152.
- 192. id. V 191 part. ; cf. N 136.
- 193. cf. V 192, S 338.
- 194. id. N 137.
- 195. id. N 138 part.
- 196. cf. V 195 et 196, S 437.
- 197.
- 198. id. V 197 part. ; cf. N 147.
- 199. id. V 197 ; cf. N 146.
- 200. cf. V 198, 2 et 3 ; cf. N 146.
- 201. cf. N 146.
- 202. cf. Fb 436.
- 203. id. V 199 ; cf. N 141, r.
Fb 159.
- 204. id. V 200 ; cf. N 142.
- 205. id. V 201 part. ; cf. Fb 160.
- 206. cf. V 202, Fb 161.

Art.

- 207. id. V 203, Fb 162.
- 208. id. V 204, Fb 163.
- 209. id. S 329 ; cf. F 340, V 206, N 149.
- 210. al. 1 : id. N 150 ; cf. V 207.
al. 2 : id. V 208 ; cf. N 150, 2.
- 211. id. V 209, N 151, Fb 430.
- 212. id. N 152 ; cf. V 210, Fb 431.
- 213. id. N 154, F 295.
- 214. id. N 155, F 296.
- 215. id. S 574 ; cf. F 297, N 156.
- 216. id. S 575, F 298, N 157.
- 217. id. S 569 ; cf. F 299.
- 218. cf. V 218, N 172, F 300.
- 219. id. S 570 ; cf. F 301, N 158.
- 220. id. F 302 part.
- 221. id. V 218 part.
- 222. id. F 304 ; cf. N 160, 2 et 3.
- 223. id. V 215.
- 224. id. S 602 ; cf. F 319, N 170.
- 225. al. 1 : id. S 604 ; cf. F 324, 2.
al. 2 : id. S 604.
al. 3 : id. S 605.
al. 4 : id. S 607.
al. 5 : cf. F 322.
- 226. id. S 606.
- 227. id. S 613 ; cf. F 327.
- 228. id. S 614 ; cf. F 328 et 325.
- 229. cf. S 615, F 329.
- 230. id. S 551, N 175 ; cf. F 349.
- 231. id. S 552 ; cf. N 176, F 351.
- 232.
- 233. id. V 225 ; cf. N 177.
- 234. id. S 543 part. ; cf. F 317, N 178.
al. 2 : id. N 178, 2.
- 235. id. S 544.
- 236. id. N 178, 3 ; cf. V 228.
- 237. id. S 632 part.
- 238.
- 239.
- 240. cf. S 640, 3 et 2.
- 241.
- 242.
- 243.
- 244. id. S 642.
- 245. al. 1 : cf. V 230.
al. 2 : cf. V 231.
al. 3 : id. S 587, 1 ; cf. V 232.
al. 4 : id. S 587, 2 ; cf. V 232.
al. 5 : id. S 587, 3.
al. 6 : id. S 587, 4.

Art.

- 246. id. S 588 ; cf. V 233.
- 247. cf. N 163, 2.
- 248. id. V 231.
- 249. cf. S 592.
- 250. id. V 234, Fb 188.
- 251. id. V 235.
- 252. id. V 237.
- 253. id. Fb 191.
- 254. id. S 600 ; cf. F 316.
- 255. cf. S 603.
- 256.
- 257. id. N 179, S 548 ; cf. V 249, F 345.
- 258. id. N 180, V 250.
- 259. id. N 181, V 251 part.
- 260. id. V 252 ; cf. N 182, 2 et 183, Fb 194, F 341.
- 261. cf. V 252.
- 262. cf. N 184.
- 263. id. S 242 ; cf. F 343.
- 264. id. V 253.
- 265. id. N 185 part. ; cf. V 254, F 354.
- 266. cf. F 356.
- 267.
- 268. cf. N 188, V 256, F 357.
- 269. id. N 189, V 257.
- 270. id. N 190, V 258.
- 271. id. N 191, V 259.
- 272. cf. N 167, V 260.
- 273. cf. N 169.
- 274. cf. S 449, F 305.
- 275.
- 276. id. S 390 part.
- 277.
- 278. al. 1 : cf. N 192, S 616.
al. 2 : id. N 192, 2.
- 279. id. N 193 ; cf. S 618.
- 280. id. N 194.
- 281. id. N 195 part., et 196.
- 282. cf. N 197.
- 283. cf. N 201.
- 284. id. N 198 part. ; cf. S 621.
- 285. cf. N 202, S 629.
- 286. id. N 204 ; cf. S 631, F 378.
- 287. id. N 209-212, V 268 part.
- 288. cf. N 205, VP 266.
- 289. id. S 652.
- 290. 1) id. N 215, 1 ; cf. Fb 221.
2) id. N 215, 2 ; cf. V 272, 1.
3) id. N 215, 3 ; cf. V 272, 2.
4) id. N 215, 4 ; cf. V 272, 3.
5) id. N 215, 5 ; cf. V 272, 9.
6) id. V 272, 7.

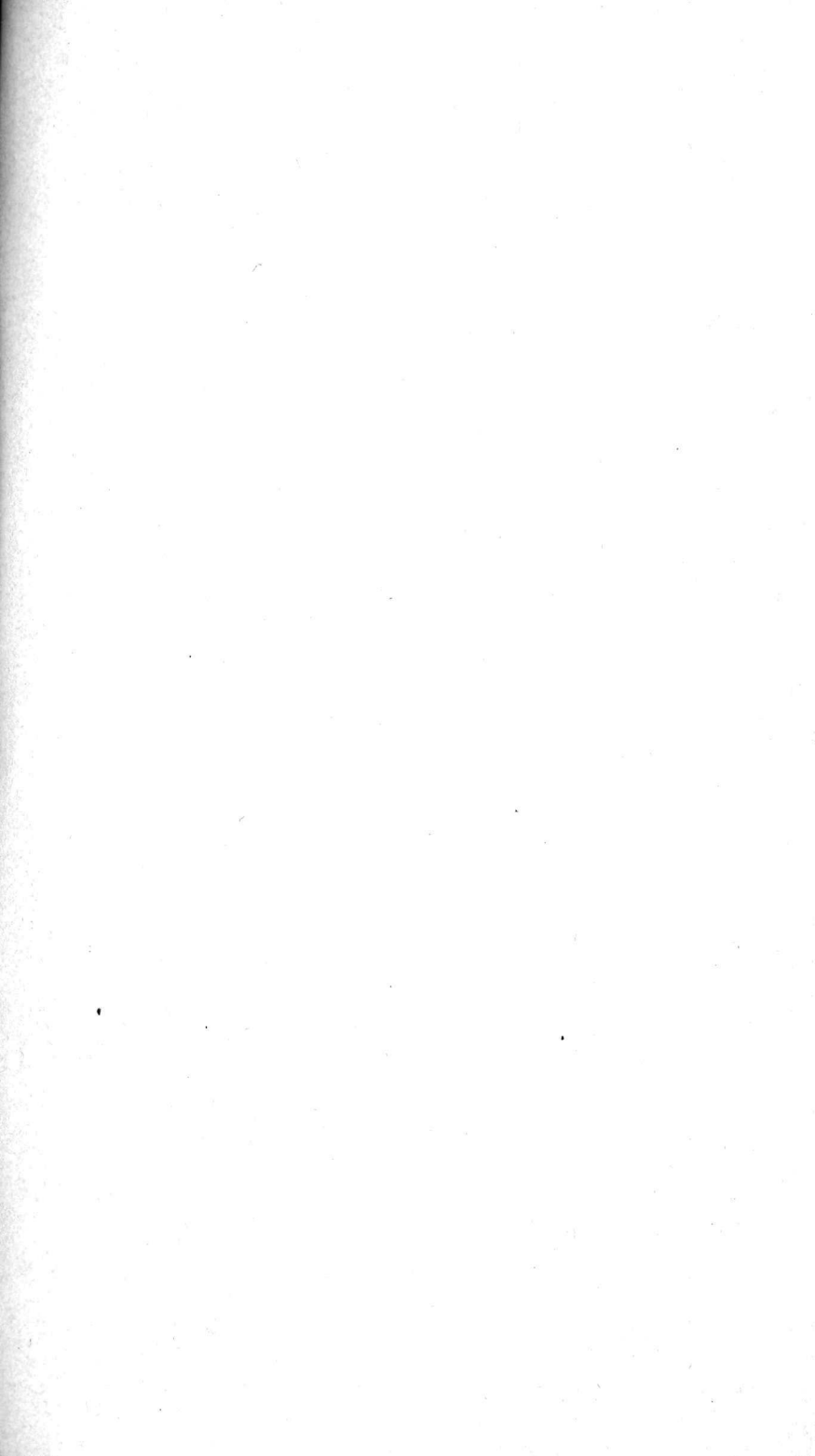
Art.

- 7) id. N 215, 7.
- 8) id. N 215, 8, V 272, 6.
- 9) id. N 217, 1.
- 10) id. N 217, 2, V 272, 8.
- 11) id. N 217, 3, V 273, 1.
- 12) id. N 217, 4, V 272, 11
et 12.
- 13) id. N 217, 5, V 273, 2.
- 291. al. 1 : cf. S 666, F 393, N
221.
- al. 2 : cf. S 667, 2, F 386.
- 292. al. 1 : cf. S 668, F 397, N
222.
- al. 2 : id. S 668, 2.
- 293. id. S 669 ; cf. F 398, N 223.
- 294. id. V 271 ; cf. Fb 225.
- 295.
- 296. id. N 218.
- 297. id. V 274, 1.
- 298. id. S 671.
- 299. cf. VP 267.
- 300.
- 301. cf. VP 267, 2, Fb 375.
- 302. id. Fb 203 part. ; cf. V 275.
- 303. cf. V 276 et 279.
- 304. id. N 225 part. ; cf. V 280.
- 305. id. Fb 211.
- 306. id. V 282.
- 307.
- 308. id. N 226 part.
- 309. cf. Fb 238.
- 310. cf. Fb 239 et 240.
- 311. id. N 227, S 677 ; cf. F 407.
- 312. id. N 228.
- 313. cf. Fb 255, c. d. f.

Art.

- 314. al. 1 : cf. Fb 387, a.
- al. 2 : cf. Fb 387, d.
- al. 3 : cf. Fb 386, e.
- al. 4 : cf. Fb 386, g.
- 315. id. S 683.
- 316. id. S 684 ; cf. F 380, N 206
- 317. id. S 687.
- 318. id. S 688 part.
- 319. id. S 689.
- 320. id. S 694, N 229.
- 321. id. S 698.
- 322. id. Fb 120 part. ; cf. N 234,
S 699, F 434.
- 323. cf. N 235 et 236, S 701-702.
- al. 2 : cf. S 703, F 434.
- 324. id. S 704, N 237.
- 325.
- 326. id. V 319.
- 327. id. V 320 ; cf. N 231.
- 328. id. V 322 ; cf. N 238.
- 329. cf. V 323.
- 330. cf. V 325 et 326.
- 331. 1) id. V 328, 6.
- 2) id. V 328, 7.
- 3) id. V 328, 8.
- 4) id. V 328, 9.
- 332. cf. V 329.
- 333. id. N 244 part. ; cf. F 452.
- 334. id. N 245, S 720 ; cf. F 453.
- 335. cf. N 246, S 721 et 722, F
453 et 454.
- 336. cf. N 245 et 246, 2, F 453
et 454.
- 337. cf. S 717.
- 338.
- 339. id. N 239, 2.





5

5

5